

PROTOCOLE N^o 9.

SÉANCE DU 9 NOVEMBRE 1886.

La Conférence s'est réunie à deux heures de l'après-midi sous la présidence du Comte Inouyé.

Etaient présents :

Pour le Japon :

Le Comte Inouyé et M. Aoki ;

Pour la France :

M. Sienkiewicz ;

Pour l'Autriche-Hongrie :

Le Comte Charles Zaluski ;

Pour la Grande-Bretagne :

Sir Francis R. Plunkett ;

Pour l'Italie :

M. de Martino ;

Pour la Belgique :

M. Neyt ;

Pour les Etats-Unis d'Amérique :

M. Hubbard ;

Pour l'Allemagne :

M. von Holleben et M. Zappe ;

Pour la Russie :

M. Schévitch ;

Pour les Pays-Bas, pour la Suède et Norvège et pour le Danemark :

M. van der Pot ;

Pour l'Espagne :

M. Delavat ;

Pour Hawaii :

M. Irwin ;

Pour le Portugal :

M. Loureiro ;

Pour la Confédération suisse :

M. von Holleben.

Dès l'ouverture de la séance, plusieurs Délégués demandent simultanément à se faire inscrire pour prendre la parole. Un doute s'étant élevé sur le point de savoir à qui, de M. Sienkiewicz ou de M. Schévitch, appartient la priorité, et le Président s'étant prononcé en faveur du Délégué de Russie, le Délégué de France déclare qu'en tout cas il se considérera comme parlant le premier.

Le Président annonce à la Conférence que

PROTOCOL N^o 9.

MEETING OF THE 9TH NOVEMBER 1886.

The Conference met at 2 o'clock in the afternoon under the presidency of Count Inouye.

There were present :

For Japan :

Count Inouye and Mr. Aoki ;

For France :

Mr. Sienkiewicz ;

For Austria-Hungary :

Count Charles Zaluski ;

For Great Britain :

Sir Francis R. Plunkett ;

For Italy :

Mr. de Martino ;

For Belgium :

Mr. Neyt ;

For the United States of America :

Mr. Hubbard ;

For Germany :

Mr. von Holleben and Mr. Zappe ;

For Russia :

Mr. Schévitch ;

For the Netherlands, for Sweden and Norway, and for Denmark :

Mr. van der Pot ;

For Spain :

Mr. Delavat ;

For Hawaii :

Mr. Irwin ;

For Portugal :

Mr. Loureiro ;

For the Swiss Confederation :

Mr. von Holleben.

The proceedings opened by a simultaneous demand on the part of several Delegates that their names should be taken down as signifying their intention to address the Conference. A doubt having arisen as to whether Mr. Sienkiewicz or Mr. Schévitch should speak first, and the President having decided in favor of the Delegate of Russia, the Delegate of France declared that, in any case, he should regard himself as speaking first.

The President announced to the Conference

M. Saito Shiuchiro ayant été appelé à d'autres fonctions, M. Tsudzuki Keiroku, Secrétaire de Légation, a été choisi pour le remplacer comme membre du Bureau du Protocole. Il présente, en conséquence, le nouveau Secrétaire à la Conférence, en exprimant l'espoir que les Délégués agréeront sa nomination.

Le Président fait connaître, en outre, que M. Wolff, second Délégué de la Confédération suisse, est parti pour l'Europe en congé, et que M. von Holleben, premier Délégué de cet Etat, demeure seul chargé des intérêts suisses.

Il informe, enfin, la Conférence que les pleins pouvoirs du Délégué d'Hawaii ont été reçus et déposés au Secrétariat.

Le Président propose ensuite que le protocole de la séance du 20 octobre soit tenu pour lu.

Il est alors procédé à la signature du Protocole N° 8.

M. de Martino fait observer que, la Conférence s'étant réunie plusieurs fois sans le Bureau du Protocole, il n'est peut-être pas inopportun de rappeler qu'elle a, le 29 juin, renouvelé la décision déjà prise par elle, d'après laquelle tout document, pour être inséré au protocole d'une séance, doit avoir été lu à cette même séance.

Le Président exprime l'avis que, pour gagner du temps, il soit donné lecture des textes anglais et français des trois articles du projet de Convention judiciaire (constituant originairement l'Article I du projet anglo-allemand), qui ont été discutés et arrêtés d'un commun accord dans les séances privées ayant eu lieu depuis la dernière séance officielle de la Conférence.

Cette proposition ayant été acceptée, il est donné lecture de l'Article I, ainsi conçu :

ARTICLE I.

"Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à ouvrir entièrement et à perpétuité l'Empire aux étrangers dans les deux ans qui suivront la ratification de la présente Convention."

A la suite d'une discussion, au cours de laquelle le Délégué de Belgique propose de

that Mr. Saito Shiuchiro had been transferred to another post, and that Mr. Tsudzuki Keiroku, Secretary of Legation, had been selected to replace him in the Secretariat. He begged, accordingly, to introduce that gentleman to the Conference, and to express the hope that his appointment would be accepted by the Delegates.

The President further informed the Conference that Mr. Wolff, the Second Delegate of Switzerland, had proceeded to Europe on leave of absence, and that Mr. von Holleben, the First Delegate for Switzerland, would take sole charge of Swiss interests.

The President begged also to state, for the information of the Conference, that the Full Powers of the Delegate for Hawaii had been received and had been deposited with the Secretariat.

It was then proposed by the President that the Protocol of the sitting of the 20th of October should be taken as read.

Protocol No. 8 was then signed.

Mr. de Martino observed that, the Conference having met several times without the Secretariat, it was perhaps not inopportune to recall the fact that the Conference had, on the 29th of June, reaffirmed the decision previously made by it, by which every document, in order to be inserted in the Protocol of a meeting, must have been read at that meeting.

The President was of opinion that it would accelerate proceedings if the English and French texts of the three Articles (forming originally Art. I of the Anglo-German Project) of the Draft Jurisdictional Convention, which had been discussed and agreed upon at the private meetings held since the last formal sitting of the Conference, should be read.

This suggestion having been accepted, the text, as follows, of Article I was then read :

ARTICLE I.

"The Imperial Government of Japan undertakes to open completely and forever the Empire to foreigners within two years of the ratification of the present Convention."

After some discussion, in the course of which the Delegate of Belgium proposed the insertion

substituer les mots : "qui suivront l'échange des ratifications," aux mots : "qui suivront la ratification," cet amendement est adopté.

L'Article I modifié ainsi qu'il suit :

"Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à ouvrir entièrement et à perpétuité l'Empire aux étrangers dans les deux ans qui suivront l'échange des ratifications de la présente Convention," est lu et formellement accepté par la Conférence.

Il est alors donné lecture des Articles II et III dans la forme arrêtée au cours des séances non officielles de la Conférence, ainsi qu'il suit :

ARTICLE II.

"Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à reconnaître aux étrangers, conformément aux principes généraux du droit des gens, tous les droits et privilèges dont jouissent les sujets de Sa Majesté l'Empereur du Japon."

ARTICLE III.

"Le traitement dont jouiront au Japon les sujets ou citoyens.....est déterminé, pour tout ce qui n'est pas prévu par la présente Convention, par les stipulations spéciales du traité de Commerce et de Navigation de même date."

Ces deux articles sont définitivement acceptés par la Conférence.

M. de Martino rappelle, à l'occasion de l'Article II, que dans une des séances dont il n'a pas été tenu de protocole, après avoir eu l'honneur de recommander à l'adoption de ses collègues les modifications à l'Article I du projet de Convention juridictionnelle que suggérait le Délégué d'Autriche-Hongrie, il a cru devoir soumettre à l'appréciation bienveillante de la Conférence la forme dans laquelle il proposerait de spécifier, dans le traité de Commerce et de Navigation, le traitement d'égalité auquel se référerait l'Article II dont le Comte Zaluski venait de donner lecture. Le dernier alinéa de l'article original étant éliminé, il ne lui avait pas semblé inopportun de préciser dès l'abord comment ce paragraphe devrait être remplacé. Mais, pour ne pas retarder en ce moment la discussion de la Convention juridictionnelle,

of the words "after the exchange of the ratifications," in place of the words "of the ratification," it was agreed to adopt the amendment thus proposed.

Article I, in the following amended form,—
"The Imperial Government of Japan undertakes to open completely and forever the Empire to foreigners within two years after the exchange of the ratifications of the present Convention,"—
was then read and formally accepted by the Conference.

The texts of Articles II and III, as agreed upon at the private meeting of the Conference, were then read and formally accepted by the Conference. Those Articles were as follows:—

ARTICLE II.

"The Imperial Government of Japan undertakes to grant to foreigners, in conformity with the general principles of international law, all the rights and privileges enjoyed by subjects of His Majesty the Emperor of Japan."

ARTICLE III.

"The treatment which.....subjects or citizens shall enjoy in Japan is, in so far as not foreseen by the present Convention, laid down in the special stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation of even date."

Mr. de Martino stated, with reference to the stipulations of Article II, that at one of the sittings without protocol, after having had the honor to recommend for adoption the modifications which their honorable Colleague of Austria-Hungary proposed to make in the First Article of the Draft Jurisdictional Convention, he had felt it incumbent upon him to submit for the kind consideration of the Conference the form in which he should propose to specify in the Treaty of Commerce and Navigation the equal treatment provided for in the second Article which their honorable Colleague had then read to them. The last paragraph of the original Article having been struck out, it appeared to him that it would not be out of place to state clearly at the outset in what way it ought to be replaced. In order, however,

le Délégué d'Italie se borne à informer la Conférence qu'il se réserve de lui soumettre officiellement sa proposition lorsque l'on abordera l'examen des clauses du traité de Commerce.

La Conférence passe alors à l'examen de l'Article IV de la Convention judiciaire (Article II du projet anglo-allemand), dont il est donné lecture ainsi qu'il suit:

ARTICLE IV.

"Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à établir l'organisation judiciaire de l'Empire sur les bases des principes occidentaux et des stipulations contenues au présent Traité, et à promulguer, dans les délais fixés par l'Article I, les corps de lois ci-dessous spécifiés, à savoir:

- 1° Le Code Pénal;
- 2° Le Code d'Instruction criminelle;
- 3° Le Code Civil;
- 4° Le Code de Commerce (y compris la législation relative à la navigation, aux lettres de change et effets de commerce);
- 5° Le Code de Procédure civile;
- 6° La procédure à suivre dans les matières comprises sous le N° 4;
- 7° La législation sur les faillites.

"De plus, les lois et règlements de police actuellement en vigueur seront, autant que faire se pourra, recueillis et classés."

Le Délégué de France, après quelques observations préalables, propose de modifier dans la rédaction de cet article de la manière suivante:

ARTICLE IV.

"Le Gouvernement Impérial du Japon s'engage à établir l'organisation judiciaire de l'Empire sur les bases des principes de l'Occident et des stipulations contenues dans la présente Convention, et à promulguer dans les délais fixés par l'Article I les corps de lois ci-dessous spécifiés, à savoir:

- 1° Le Code Pénal;
- 2° Le Code d'Instruction criminelle;
- 3° Le Code Civil;
- 4° Le Code de Commerce (y compris la législation sur les faillites et celle

not to delay the present discussion of the Jurisdictional Convention, he would limit himself to informing the Conference that he would defer submitting to it, officially, his proposition until the time when they should have begun the examination of the clauses of the Treaty of Commerce.

The Conference then proceeded to discuss Article IV. of the Jurisdictional Convention (Article II of the Anglo-German Project), the text of which, as follows, was read to the Conference:—

ARTICLE IV.

"The Imperial Japanese Government agrees to organize the constitution of the Law Courts of the Empire in accordance with Western principles and the provisions of this Convention, and to carry into effect the following codification in the time named in Article I.

- "These Codes are:—
- 1) Criminal Law.
 - 2) Criminal Procedure.
 - 3) Civil Law.
 - 4) Commerce, Shipping, and the Law of Bills of Exchange.

- 5) Civil Procedure.
- 6) Procedure in the the questions contained under No. 4.
- 7) Bankruptcy Laws.

"Moreover the Police Laws and Regulations actually in force shall be, as far as possible, collected."

The Delegate of France, after some prefatory observations, proposed the following amended wording:—

ARTICLE IV.

"The Imperial Japanese Government undertakes to organize the constitution of the Law Courts of the Empire in accordance with Western principles and the provisions of this Convention, and to carry into effect the following codification by the time named in Article I.

- "These Codes are:—
- 1) Criminal Code.
 - 2) Code of Criminal Procedure.
 - 3) Civil Code.
 - 4) Commercial Code (including bank-

"relative à la navigation et aux effets de commerce);

- "5° Le Code de Procédure civile (y compris la procédure à suivre en matière commerciale).

"De plus les lois et règlements de police actuellement en vigueur seront, autant que faire se pourra, recueillis et classés."

M. de Martino déclare appuyer la proposition de son honorable Collègue le Délégué de France, et rappelle qu'au cours de la dernière séance privée, il a fait observer que la législation sur les faillites formait une des parties fondamentales de tout Code de Commerce, tout au moins, du Code de Commerce italien. Il a paru, toutefois, au Délégué d'Italie que la Conférence avait décidé de suspendre sa décision définitive quant à l'énumération des lois qui figure dans l'Article II (devenu l'Article IV); jusqu'à ce qu'elle fût en mesure de se rendre compte des éléments dont le Code de Commerce japonais sera composé. Quoi qu'il en soit, la Conférence ferait bien de décider que le N° 7 de cette énumération sera compris dans la parenthèse du N° 4.

Le Président dit que la rédaction nouvelle proposée par le Délégué de France lui paraît répondre à toutes les objections soulevées lors de la dernière séance privée. Il a donc le plaisir d'en recommander l'adoption à la Conférence.

L'Article IV (Article II du projet anglo-allemand) est lu de nouveau sous sa forme amendée, et définitivement accepté par la Conférence.

Il est donné lecture de l'Article V (Article III du projet anglo-allemand), ainsi conçu:

ARTICLE V.

"Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage à communiquer au Gouvernement..... le texte authentique, en anglais, des lois fixant l'organisation judiciaire, ainsi que celui des lois et corps de lois énumérés à l'Article II, six mois au plus tard avant le terme fixé par l'Article I, c'est-à-dire dans les dix-huit mois qui suivront la ratification du présent Traité.

"Le Gouvernement Impérial Japonais s'engage de même à porter à la connaissance du Gouvernement..... toutes modifications qu'il se proposerait d'apporter à ces lois ou corps de lois, six mois avant que lesdites modifications n'entrent en vigueur."

"ruptcy laws, and laws relating to shipping and bills of exchange)

- "5) Code of Civil Procedure (including the procedure to be followed in commercial matters)

"Moreover the Police Laws and Regulations actually in force shall be, as far as possible, collected and classified."

Mr. de Martino said that he supported the proposition of his honorable French Colleague, and that, at the last private meeting, he had observed that the bankruptcy law formed a fundamental portion of a Commercial Code, or at least of the Commercial Code of Italy. It had appeared to him, nevertheless, that the Conference had decided to suspend its definite decision in regard to the enunciation of laws in Article II (which had become Art. IV), until such time as they were in a position to certify the elements of which the Japanese Code was composed. However that might be, the Conference would be right in deciding that No. 7 of this specification should be inserted in paragraph 4.

The President said that the amended wording proposed by the Delegate of France met, in his opinion, all the objections raised at the last private meeting. He had, therefore, much pleasure in recommending its adoption by the Conference.

Article IV (II of the Anglo-German Project) was then read again, as amended, and was formally accepted by the Conference.

The text, as follows, of Article V (III of the Anglo-German Project) was next read:—

ARTICLE V.

"The Imperial Japanese Government agrees to remit to the..... Government the authorized text, in the English language, of the constitution of the Law Courts and of the codification enumerated under Article II, not later than 6 months previous to the term fixed in Article I, namely, 18 months subsequent to the ratification of the treaty

"In the same manner, the Imperial Japanese Government agrees to bring to the knowledge of the..... Government all alterations intended in these laws, 6 months before they come into force."

M. Schévitch donne lecture de la déclaration suivante, contenant le développement d'un amendement proposé par lui à la dernière séance privée.

"Messieurs,
"J'ai l'honneur de déclarer que, pour ma part, je ne vois aucune objection à ce que le texte authentique des lois que l'on communiquera à mon Gouvernement conformément à l'Article III de la Convention juridictionnelle, soit le texte anglais. L'administration centrale dispose dans les pays européens de tous les moyens propres à la familiariser avec le texte anglais des lois en question, et, d'autre part, il me semblerait inadmissible d'exiger du Gouvernement japonais que ces codes fussent traduits dans toutes les langues européennes connues. Un pareil travail occuperait un quart de siècle, pendant lequel le Japon devrait rester pour ainsi dire sans législation.

"Mais, si j'admets entièrement la valeur pratique des dispositions en question de l'Article III, il ne s'ensuit pas que j'approuve sans réserve le paragraphe d de l'Article V, par lequel la langue anglaise est reconnue comme la seule langue étrangère officiellement admise dans les tribunaux japonais.

"En présentant à l'examen de la Conférence le projet anglo-allemand, le premier Délégué d'Allemagne avait jugé opportun de consacrer à ce paragraphe quelques observations, destinées à expliquer les motifs qui ont déterminé son Gouvernement à faire cette concession aux nécessités du moment.

"M. de Holleben avait déclaré, à cette occasion, qu'il se plaçait à un point de vue essentiellement pratique, et qu'il recommandait l'adoption exclusive de la langue anglaise, cette langue étant de toutes les langues étrangères la plus répandue parmi les Japonais.

"Je reconnais entièrement la justesse de cette dernière observation; mais je crois devoir relever que le premier Délégué d'Allemagne, en alléguant cette circonstance comme motif principal de la décision de son Gouvernement, avait, en quelque sorte, perdu de vue le but pratique que se propose le Gouvernement japonais en instituant des tribunaux composés en partie de juges de nationalité étrangère. En effet, l'objet de cette institution est d'assurer aux étrangers résidant au Japon la

Mr. Schévitch read the following declaration, containing the development of an amendment which he had brought forward at the last private meeting.

"Gentlemen,
"I have the honor to declare that, for my part, I do not see any objection to the authentic text of the laws which, in accordance with Article III of the Jurisdictional Convention, is to be communicated to my Government being in the English language. The Central Administration in European countries has at its disposal all the means necessary for becoming familiar with the English text of the laws in question, and, besides, it seems to me inadmissible to require the Japanese Government to have those codes translated into all the languages of Europe. Such a work would occupy a quarter of a century, during which Japan would have to remain, so to speak, without legislation.

"But if I admit entirely the practical value of the provisions in question in Article III, it does not follow that I approve without reserve, of paragraph d of Article V, by which English is recognized as the only foreign language officially admitted in Japanese Courts.

"In presenting the Anglo-German Draft to the consideration of the Conference, the First Delegate of Germany judged it expedient to appropriate to this paragraph some observations intended to explain the reasons which have led his Government to make this concession to the necessities of the moment.

"Mr. de Holleben declared on that occasion that he took an essentially practical point of view, and that he recommended the exclusive adoption of the English language, that language being the most widely known of all foreign languages among the Japanese.

"I fully recognize the justice of this last observation; but I think that I ought to point out that the First Delegate of Germany, in asserting this fact as the principal reason for the decision of his Government, to a certain extent, lost sight of the practical end which the Japanese Government has in view in instituting courts composed partly of judges of foreign nationality. The object of their institution is in fact to secure to foreigners residing in Japan the opportunity of having

"possibilité de se faire juger, eux et la cause qu'ils défendent, par des tribunaux composés en majorité de juges étrangers. Ces tribunaux ainsi constitués seraient donc appelés à juger les procès entre Japonais et étrangers aussi bien que ceux des étrangers entre eux, et à statuer sur les crimes et délits commis par des Japonais ou par des étrangers au préjudice les uns des autres. Il en résulte que la majorité des personnes en cause sera composée d'étrangers et non de sujets japonais: par conséquent, l'usage exclusif de la langue anglaise ne contribuerait pas à l'intelligibilité de la procédure, à moins qu'on n'admette que la plupart des personnes en cause, aujourd'hui comme dans l'avenir, soit de nationalité anglaise ou américaine.

"Loin de moi l'idée de prétendre que toutes les langues européennes soient adoptées pour le langage officiel des tribunaux appelés à juger tel ou autre étranger, selon la nationalité à laquelle il appartient. J'admets, au contraire, qu'outre le japonais, on se serve de l'anglais comme langue étrangère principale de ces tribunaux; mais je prétends que les autres langues soient admises en même temps pour tout ce qui concerne les actes et la correspondance entre les parties en cause et les tribunaux. Quelques-uns d'entre nous recommanderont peut-être l'adoption d'une ou même de deux autres langues européennes à côté de l'anglais comme langues officielles de ces tribunaux. Mais un pareil projet ne me paraîtrait pas propre à résoudre la difficulté que je me suis permis de signaler, attendu qu'il serait de nature à soulever des objections fort légitimes de la part de ceux dont les langues seraient exclues par cette combinaison. Moi, le premier, je revendiquerais pour la langue russe les droits accordés aux autres; car, sans avoir la prétention d'établir un parallèle entre la langue anglaise et la langue russe en ce pays, je dois cependant constater qu'il y a plus de Japonais parlant le russe qu'il n'y en a connaissant le français, l'allemand, l'italien, etc. Aux environs de Nagasaki, notamment, il existe un village entier dont les habitants parlent le russe. Du reste, je ne cite ce fait qu'incidemment et à titre de curiosité, car l'expansion de la langue russe à l'étranger ne forme en aucune façon l'objet de notre ambition. Nous sommes dans le monde 116

"both themselves and the cause which they support judged by courts composed of a majority of judges of foreign nationality. These courts, thus constituted, will be called upon to judge suits between Japanese and foreigners and between foreigners themselves, as well as to decide in cases of crimes or delicts committed by Japanese against foreigners or by foreigners against Japanese. It follows, therefore, that the majority of suitors will be composed of foreigners and not of Japanese subjects, and, consequently, the use of the English language will not contribute toward making the procedure intelligible, unless it is admitted that the majority of the suitors of to-day, as well as of the future, are of English or American nationality.

"I am far from maintaining that all European languages should be adopted as the official languages of the courts, according to the nationality of the various foreigners whom the courts are called upon to try. I admit, on the contrary, that, besides Japanese, English should be used as the principal foreign language of these courts; but I maintain that other languages should be admitted, at the same time, in all the documents and in the correspondence between suitors and the courts. Some among us will perhaps recommend the adoption of one or even two other European languages, side by side with English, as the official languages of these courts. But such a scheme does not appear to me suited to solve the difficulty which I have ventured to point out, because it is calculated to give rise to legitimate objections on the part of those whose languages would be excluded by this combination. I should be the first to claim for the Russian language the rights accorded to others; for, without pretending to establish a parallel between the English and the Russian languages in this country, I must, nevertheless, state that there are more Japanese who speak the Russian language, than there are Japanese acquainted with French, German, Italian, etc. In the vicinity of Nagasaki, for instance, there is a whole village, the inhabitants of which speak Russian. I mention this fact, however, only incidentally, and as a matter of curiosity, for the diffusion of the Russian language abroad does not form in any way the object of our ambition. There are in the

“millions qui parlons le russe, et cela nous suffit.

“En conséquence des considérations qui précèdent, je prends la liberté de soumettre à votre appréciation l'amendement suivant à l'Article V.

“d) La langue officielle desdits tribunaux sera la langue japonaise.

“e) La langue anglaise, comme la plus répandue au Japon, sera déclarée langue étrangère judiciaire de ces tribunaux.

“f) Les autres langues étrangères seront toutefois admises et reconnues dans les actes et la correspondance des tribunaux.

“g) Les sentences, arrêts, jugements, avis, etc., ainsi que tous autres actes émanant des tribunaux, seront rendus et communiqués aux parties dans le texte authentique anglais.

“h) La communication des actes mentionnés au paragraphe précédent devra toutefois être faite avec accompagnement d'une traduction conforme dans la langue étrangère que les parties ou les accusés indiqueront comme leur étant la plus familière.

“i) Lorsque les juges étrangers du tribunal et les parties en cause appartiendront à d'autres nationalités que la nationalité anglaise ou américaine, les débats pourront être conduits dans la langue européenne choisie d'un commun accord, la langue anglaise demeurant toutefois obligatoire pour la publication des actes et pour leur communication éventuelle à un tribunal supérieur.

“k) A chacun des tribunaux seront attachés des interprètes compétents et des traducteurs assermentés et nommés d'office.

“l) Les tribunaux seront tenus d'accepter tous les documents qui leur seront adressés dans une langue européenne quelconque et ne pourront exiger des parties la présentation de la traduction anglaise, laquelle devra être faite par les soins et aux frais des tribunaux.

“m) La correspondance officielle des tribunaux entre eux se fera en langue anglaise.

“L'article V ainsi amendé me semble répondre aux conditions et aux garanties dont nous voulons tous entourer la juridiction à laquelle

“world one hundred and fifteen millions of us who speak the Russian language, and that is sufficient for us.

“In view of the foregoing considerations, I take the liberty of submitting for your consideration the following amendment to Article V:—

“d) The official language of the said courts shall be the Japanese language.

“e) The English language, as the language in most extensive use in Japan, shall be declared to be the foreign judicial language of these courts.

“f) Other foreign languages shall, however, be admitted and recognized in the documents and correspondence of the courts.

“g) The sentences, decrees, judgments, opinions etc., as well as all other documents emanating from the courts, shall be delivered and communicated to the parties in the authentic English text.

“h) In the communication, however, of the documents mentioned in the preceding paragraph, such documents must be accompanied by a correct translation in the foreign language which the parties to the suit or the accused shall specify as the language with which they are most familiar.

“i) When the foreign judges of a court and the parties to a suit belong to nationalities other than English or American, the proceedings may be conducted in that European language which is chosen by common consent. The English language shall, however, remain the language which must be used in the publication of decisions and for their eventual communication to a higher court.

“k) Every court shall be furnished with competent interpreters and officially appointed translators, who shall be sworn in.

“l) The courts shall be bound to accept all documents which may be addressed to them in any European language whatsoever, and cannot require the parties to present an English translation, which must be done by and at the expense of the courts.

“m) The official correspondence of the courts between themselves shall be conducted in the English language.

“Article V, thus amended, appears to me to answer the conditions and guarantees with which we all wish to surround the jurisdiction

“seront soumis nos nationaux au Japon.

“En donnant à la langue japonaise la qualification de seule langue officielle, nous rendrons à ces tribunaux leur vrai caractère de tribunaux japonais.

“En introduisant la langue anglaise comme langue étrangère adoptée par les tribunaux, nous assurerons à l'élément anglo-saxon, actuellement en majorité au Japon, l'usage de sa propre langue dans les tribunaux pendant toute la durée des traités que nous allons conclure, et, en imposant aux tribunaux l'acceptation officielle des autres langues européennes, nous faciliterons la marche régulière et pratique de la justice à l'égard de tous les étrangers sans distinction de nationalité.

“Je résume cet exposé en vous rappelant, Messieurs, que, si de toutes les langues étrangères la langue anglaise est aujourd'hui la plus comprise par les Japonais, il ne s'ensuit pas pour cela qu'elle soit la plus parlée en Europe. Or, un des buts de l'institution étant, comme je l'ai dit plus haut, l'intelligibilité de la procédure à tous les étrangers qui viennent d'Europe au Japon, je me permets de vous recommander, Messieurs, l'adoption, dans son ensemble, de l'amendement que j'ai l'honneur de soumettre à votre examen.”

Le Président se disposant à répondre au Délégué de Russie, M. Sienkiewicz rappelle qu'il avait déclaré au début de la séance qu'il se considérerait comme parlant le premier, et prie, en conséquence, le Comte Inouyé de vouloir bien lui laisser lire son discours.

Le Président, tout en maintenant son droit, comme Président, de répondre à tout moment, cède la parole au Délégué de France.

M. Sienkiewicz donne alors lecture du discours suivant:

“Deux questions d'une importance de premier ordre se posent aujourd'hui devant la Conférence. Il s'agit de savoir, d'une part, quelles seront les langues dans lesquelles les codes japonais seront portés à la connaissance de nos Gouvernements respectifs, et, de l'autre, quelles seront les langues employées devant les tribunaux japonais lorsqu'un étranger sera partie en cause. Le projet de convention présenté par le Gouvernement japonais se prononce d'une manière exclusive en faveur de la langue

“to which our countrymen will be subject in Japan.

“By giving to the Japanese language the title of the only official language, we shall restore to these courts their true character of Japanese tribunals.

“By introducing the English language as the foreign language adopted by the courts, we shall secure to the Anglo-Saxon element, now in a majority in Japan, the use of their own language in the courts during the entire period of duration of the treaties which we are about to conclude, while by causing the courts to accept officially all other European languages, we shall facilitate the regular and practical course of justice in regard to all foreigners, irrespective of nationality.

“I conclude this statement by reminding you that if English is, of all foreign languages, the one most widely known by Japanese today, it does not follow that it is the language most spoken in Europe. Now, one of the objects of the arrangement which I propose being, as I have said before, to make the procedure of the Courts intelligible to all foreigners who come from Europe to Japan, I beg to recommend to you, Gentlemen, the adoption, in its entirety, of the amendment which I have the honor to submit for your consideration.”

The President was preparing to reply to the speech of the Delegate of Russia, when Mr. Sienkiewicz called attention to the fact that he had declared at the beginning of the sitting that he should consider himself as being the first to speak. He, therefore, appealed to Count Inouye to be so good as to allow him to read his speech.

The President, while maintaining his right as President to reply at any moment, gave way to the Delegate of France.

Mr. Sienkiewicz accordingly read the following speech:—

“Two questions of the first importance present themselves to-day before the Conference. There is the question of determining, on the one hand, what shall be the languages in which the Japanese Codes shall be communicated to our respective Governments; and, on the other hand, there is the further question as to what languages shall be employed in the Japanese tribunals when a foreigner is a party to a suit.

“The Draft Convention presented by the

“anglaise. Le paragraphe 1 de l'Article III et
“le paragraphe d de l'Article V ne reconnais-
“sent d'autre langue étrangère que l'anglais.

“Que le rédacteur du projet ait songé tout
“d'abord à la langue qui s'impose, pour ainsi
“dire, à cause de sa plus grande diffusion dans
“l'Extrême-Orient, personne n'en saurait être
“surpris. Aussi puis-je féliciter nos honorables
“collègues d'Angleterre et des Etats-Unis du
“privilège qui leur permet d'assister aux débats
“qui vont s'ouvrir avec la sérénité que donne la
“quiétude absolue.—Ils savent que pas la moi-
“dre atteinte ne sera portée aux intérêts dont ils
“ont charge.

“Mais si le projet sauvegarde les intérêts des
“uns, il paraît ne tenir que peu de compte des
“intérêts des autres.—Je n'y trouve point, en
“effet, les garanties de bonne justice que mes
“nationaux ont le droit de demander, et que j'ai
“le devoir de réclamer.

“Supposons, pour un instant, que les règles
“et les principes qu'on propose d'établir soient
“déjà en vigueur, et suivons-en les conséquences.

“Des étrangers, résidant au Japon ou qui s'y
“sont rendus sur la nouvelle que ce pays était
“ouvert, et ouvert dans des conditions identiques
“pour tout le monde, ont une requête à adresser
“à un tribunal: ils ne pourront le faire qu'en
“anglais, c'est-à-dire dans une langue qu'ils
“ignorent ou qu'ils ne connaissent qu'imparfai-
“tement.—Les sentences rendues étant rédigées en
“anglais, ils n'en pourront saisir le sens précis.
“Un avocat leur est nécessaire?—Ils devront
“s'adresser à un avocat anglais.—L'Article V
“créé, en effet, une sorte de monopole en faveur
“des avocats anglais.—Mais s'il s'agit, non pas
“d'une simple affaire civile ou commerciale, mais
“d'une affaire d'un tout autre ordre, et que
“l'étranger ait, ou croie avoir, des raisons pour
“confier ses intérêts, et même plus que ses
“intérêts matériels, à un avocat qui ne soit pas
“de nationalité anglaise ou américaine, qu'arri-
“vera-t-il?—Cet étranger devra se résigner à
“n'être point défendu ou à ne l'être pas comme
“il désirerait l'être.—Il est vrai que, dans les
“affaires criminelles, l'inculpé peut choisir son

“Japanese Government decides exclusively in
“favor of the English language. The first
“paragraph of Article III and paragraph d of
“Article V recognize no other foreign language
“but English.

“No one can be surprised that the author of
“this Project should have thought from the
“very first of the language which obtrudes it-
“self, so to speak, on account of its being more
“widely diffused in the Far East than any other
“foreign language. I may therefore congratulate
“our honorable Colleagues of England and the
“United States on the privileged position which
“enables them to take part in the discussion
“which is about to take place with an equani-
“mity which perfect security gives. They
“know that no injury, however slight, will be
“caused to the interests in their charge.

“If, however, the Project safeguards the in-
“terests of some, it seems to me to take little
“account of the interests of others. I fail, in
“fact, to find in it those guarantees for a fair
“administration of justice for which my na-
“tionals have the right to ask, and which it is
“my duty to demand.

“Let us suppose, for a moment, that the rules
“and principles which it is proposed to establish
“were already in force; and let us trace the
“consequences which would follow.

“Certain foreigners residing in Japan: or
“resorting to Japan on hearing that the country
“was open, and open under conditions equal for
“all, have occasion to bring a petition before a
“Court; they can only make it in English, that
“is to say in a language of which they are
“ignorant, or with which they are only imper-
“fectly acquainted. The judgments delivered
“being drawn up in English, they will not be
“able to understand their exact meaning. Do
“they stand in need of counsel, they will be
“obliged to have recourse to an English lawyer.
“Article V creates, in fact, a sort of monopoly
“in favor of English lawyers. If, however, the
“question at issue is not a simple civil or com-
“mercial matter, but an affair of quite another
“nature, and the foreigner has or thinks he has
“good reasons for confiding his interests, and
“what may be more than his material interests,
“to a lawyer who is not of either English or
“American nationality, what will then happen?
“This foreigner will be obliged to resign him-
“self to one of two alternatives, either to be

“défenseur, même parmi les personnes qui n'ont
“point la qualité d'avocat; mais si ce défenseur
“ne parle point l'anglais, le tribunal ne l'accep-
“tera pas,—et la défense ne sera pas libre.

“Si encore la législation japonaise avait été
“empruntée à l'Angleterre ou aux Etats-Unis
“d'Amérique, il y aurait, au moins, un certain
“enchaînement logique de cause à effet dans la
“combinaison proposée. Mais il n'en est pas ainsi.
“La législation japonaise procède d'une sorte
“d'éclectisme et elle a sa base dans ce qu'on
“peut appeler la législation continentale.

“De ces quelques considérations, il ressort assez
“nettement, je pense, que le projet que nous
“examinons laisse beaucoup à désirer au point
“de vue d'une bonne et équitable administration
“de la justice.—Mais il est un autre point encore
“sur lequel je dois insister d'une manière toute
“particulière: je veux parler de la langue dans
“laquelle les codes japonais seront communiqués
“à mon Gouvernement, et dans laquelle aussi ils
“pourront être consultés par mes nationaux.

“S'il fallait s'en rapporter à la lettre du projet
“de Convention, le texte anglais serait le seul
“et unique texte en langue étrangère des lois
“japonaises. Mais que deviendrait alors ce prin-
“cipe d'après lequel nul n'est censé ignorer la
“loi? En ce qui concerne, du moins, mes
“nationaux, il deviendrait inapplicable, attendu
“que mes nationaux ne sauraient être tenus
“d'observer des lois dont ils ne peuvent com-
“prendre le texte.

“Le projet de réforme judiciaire a été conçu
“à un point de vue exclusif: je me suis donc
“demandé comment il serait possible d'y appor-
“ter des améliorations. J'ai recherché quelles
“étaient les garanties auxquelles les étrangers
“qui ne sont pas de langue anglaise pouvaient
“prétendre, et, jusqu'à ce moment, je n'en ai pas
“découvert d'autres que celles que présente la
“combinaison que je vais avoir l'honneur
“d'exposer.

“Comme langues judiciaires, je proposerais,
“outre l'anglais, deux autres langues euro-
“péennes. Mais quelles seraient ces langues?—
“Les langues allemande et française m'ont paru
“indiquées en raison de leur diffusion en Europe,

“undefended by counsel, or not to be defended
“as he would have desired. It is true that in
“criminal cases, the accused can choose his de-
“fender even from amongst persons who have
“not the status of advocate; but if this defender
“does not speak English, the Court will not
“accept him, and the defense will not be free.

“If, the Japanese legislative system had been
“borrowed from England or from the United
“States of America, there would have been at
“least a certain logical connection between cause
“and effect in the proposed arrangement. But
“this is not the case, the Japanese legislative
“system is the offspring of a species of eclecti-
“cism, and is based on what may be called Con-
“tinental legislation.

“These few considerations show, I think,
“clearly enough that the Project which we are
“examining leaves much to be desired from the
“point of view of a sound and equitable admi-
“nistration of justice. There is, however, another
“point on which I must lay particular
“stress; I refer to the language in which the
“Japanese Codes will be communicated to my
“Government, and in which, also, they may be
“consulted by my nationals.

“If we were to go by the wording of the
“Draft Convention, the English text would be
“the one single foreign text of the Japanese
“laws. What, however, would then become of
“the principle that ignorance of the law is no
“excuse? As far at least as my nationals are
“concerned, this rule would become inapplica-
“ble, because they could not be expected to
“observe laws the text of which they did not
“understand.

“The Project of Jurisdictional Reform has
“been conceived in an exclusive spirit. I have
“asked myself, therefore, in what way amelio-
“rations could be introduced into it. I have
“endeavored to find out what were the guaran-
“tees to which foreigners whose language is not
“English could lay claim, and, up to the present
“moment I have only been able to discover
“those which are included in the arrangement
“which I shall now have the honor to lay be-
“fore you.

“As judicial languages, I should propose, be-
“sides English, two other European languages.
“But which languages should these be? The
“German and French languages have appeared
“to me to be indicated as such languages by

“de ce qu’elles sont déjà quelque peu connues
“au Japon même, et en raison aussi de l’im-
“portance des affaires que traitent ceux qui les
“parlent.—Il est vrai que mon honorable Collè-
“gue d’Allemagne a renoncé à l’emploi de sa lan-
“gue nationale, et je ne puis insister là où il n’in-
“siste point. Mais je n’ai pas les mêmes raisons
“pour renoncer à la langue française. Je ne vois,
“d’ailleurs, pas pour quel motif on n’adjointrait
“pas une autre langue étrangère au français.

“Diverses objections ont été formulées contre
“l’emploi de plusieurs langues judiciaires. Je
“n’en retiens qu’une seule, celle qui m’a paru
“réellement sérieuse.—S’il existait plusieurs
“textes des mêmes lois, a-t-on dit avec raison,
“ces textes pourraient ne pas concorder: de là
“une parfaite confusion. Il est incontestable, en
“effet, qu’il faut un texte faisant foi.—J’avais
“pensé d’abord qu’on pourrait recourir, en cas
“de non concordance, au texte de loi original.
“Mais j’ai reconnu que ce système, théoriquement
“juste, soulèverait des difficultés dans la prati-
“que. Et, dès lors, c’est évidemment à la langue
“la plus répandue, c’est-à-dire à la langue
“anglaise, qu’il appartient, dans mon opinion,
“de donner le texte faisant foi.

“Quant à la traduction des lois japonaises en
“plusieurs langues, j’estime qu’elle est absolu-
“ment nécessaire. En ce qui me concerne, je
“demande une traduction officielle en français
“des codes et règlements dont l’application sera
“confiée aux tribunaux qui auront à juger les
“étrangers.

“Ce que je réclame, je le répète encore une
“fois, ce sont des garanties de bonne justice.

“Mon intention n’est nullement de discuter
“l’importance qu’a, au Japon, la langue anglaise:
“cette importance, je l’ai hautement reconnue.
“Mais je pense également qu’il n’a été ni dans
“l’intention des promoteurs du projet de réforme
“judiciaire, ni dans celle du Gouvernement
“Japonais qui a accepté ce projet, de créer un
“privilège exclusif en faveur des étrangers de
“langue anglaise, et au détriment des autres
“étrangers. Le projet en question n’a, d’ailleurs,
“été donné que comme une ébauche et, de cette
“ébauche, le moment est venu de faire une

“reason of their diffusion in Europe, and be-
“cause they are already not altogether unknown
“in Japan itself, and also on account of the im-
“portance of the commercial transactions carried
“on by those who speak them. It is true that
“my honorable Colleague of Germany has re-
“nounced the use of his national language, and
“I cannot, therefore, insist upon a point upon
“which he does not himself insist; but I have
“not the same reasons for the renunciation of
“the French language. Besides, I do not see
“why one should not add some other foreign
“language to French.

“Various objections have been formulated
“against the employment of several judicial
“languages. I can only recall one which has
“appeared to me to be really serious: It has
“been said with reason that if several texts
“existed of the same laws, these texts might
“possibly not agree; hence complete confusion
“would arise. It is incontestable that one
“authentic text is required. I had thought at
“first that in case of disagreement between the
“texts, recourse might be had to the text of the
“original law; but I have recognized that this
“system, although theoretically just, in practice
“would give rise to difficulties, and therefore it
“is clear that English, as the language most
“widely spread, has, in my opinion, the right to
“be considered as the authentic text.

“As regards the translation of the Japanese
“laws into several languages, I consider that
“this is absolutely necessary. As far as I am
“concerned, I demand an official translation, in
“French, of the Codes and Regulations, the
“application of which will be entrusted to tri-
“bunals which have to try foreigners.

“What I demand, I repeat once more, are
“guarantees for the fair administration of
“justice.

“My intention is in no way to dispute the
“importance which the English language has in
“in Japan. This importance, I have clearly
“recognized; but I am equally of opinion that
“it was never the intention either of the promo-
“ters of the Project of Jurisdictional Reform, or
“of the Japanese Government, which has accep-
“ted this Project, to create an exclusive privilege
“in favor of the English speaking colony, and
“to the detriment of other foreigners. The
“project in question has, besides, been presented
“only as a rough draft, and the moment has

“Convention.

“J’ai l’honneur, en conséquence, de soumettre
“à l’appréciation de la haute assemblée les
“amendements suivants:

A.

“Le Gouvernement Impérial du Japon s’en-
“gage à communiquer au Gouvernement.....
“le texte des lois fixant l’organisation judiciaire,
“ainsi que celui des codes, lois et règlements
“énumérés à l’Article IV. Il fera, à cet effet,
“préparer des traductions officielles, dans les
“langues les plus usitées, desdits codes, lois et
“règlements.

B.

“La langue japonaise sera la langue officielle
“des tribunaux.

“Les langues judiciaires employées devant
“les tribunaux, lorsqu’un étranger sera partie
“en cause, seront: l’anglais, le français et (telle
“langue que la Conférence adoptera).

“Il est entendu qu’en cas de dissidence dans
“l’interprétation à donner à un texte de loi, ce
“sera le texte anglais qui fera foi.

“Les requêtes et les diverses pièces relatives
“à la procédure pourront néanmoins être rédi-
“gées, et les plaidoiries prononcées, dans la
“langue des parties en cause.

“Une traduction officielle des sentences sera
“délivrée aux parties intéressées si elles en font
“la demande.

“L’emploi des diverses langues étrangères
“dans les affaires criminelles est prévu et réglé
“par les dispositions des Articles.....”

Le Président exprime la satisfaction avec
laquelle il a entendu la lecture de l’amendement
proposé par le Délégué de Russie; il déclare
l’accepter au nom du Gouvernement japonais et
le recommander à l’adoption de la Conférence.
Cet amendement lui paraît, de plus, être en par-
faite harmonie avec l’organisation que l’on projette
de donner aux tribunaux de l’Empire, et dans
laquelle la langue japonaise est naturellement
déclarée comme devant être la langue officielle
de ces tribunaux. Le Comte Inouyé est heureux
de constater que ce dernier principe est posé
également dans le paragraphe d de l’amende-
ment du Délégué de Russie.

“now come to make out of this rough draft a
“Convention.

“I have the the honor, therefore, to present
“for the consideration of this distinguished as-
“sembly the following amendments:—

A.

“The Imperial Government of Japan under-
“takes to communicate to the..... Govern-
“ment the text of the constitution of the Law
“Courts and that of the Codes, Laws, and
“Regulations, enumerated in Article IV. For
“this purpose, it will cause official translations
“to be prepared, in those languages in most
“general use, of the said Codes, Laws, and
“Regulations.

B.

“The Japanese language shall be the official
“language of the Courts.

“The judicial languages employed in the
“Courts, when a foreigner is a party to a suit,
“shall be English, French, and (such other
“language as the Conference may adopt.)

“It is understood that in case of a difference
“of opinion as to the interpretation to be given
“to a text of law, the English text shall be
“regarded as authentic.

“Petitions and other documents relating to
“procedure may, nevertheless, be drawn up, and
“the pleadings delivered, in the language of the
“parties to the suit.

“An official translation of sentences shall be
“given to the interested parties, if they ask for
“it.

“The employment of several foreign langua-
“ges in criminal cases is foreseen and regulated
“by Articles.....”

The President observed that he had heard
with much pleasure the amendment proposed
by the Delegate of Russia, and he desired to
say that he accepted it on behalf of the Japa-
nese Government and recommended it for
adoption by the Conference. He wished also
to add that this amendment was entirely in
keeping with the proposed constitution of the
Law Courts of the Empire, which, as a matter
of course, contained the declaration that Japa-
nese was the official language of those Courts.
It afforded him satisfaction to note that this
was also expressed in paragraph d of the
amendment of the Delegate of Russia.

Il ne saurait qu'approuver aussi le paragraphe e, qui désigne l'anglais comme devant être la langue judiciaire étrangère des tribunaux, car cette solution est la plus pratique qui puisse être apportée aux questions soulevées. Le choix de l'anglais en cette circonstance s'imposait, d'ailleurs, non seulement parce que le nombre des étrangers résidant au Japon qui parlent cette langue l'emporte sur le nombre de ceux qui parlent d'autres langues, mais aussi parce que les Japonais connaissant l'anglais sont beaucoup plus nombreux que ceux qui possèdent d'autres langues étrangères.

Il est de la dernière importance pour le Gouvernement japonais, ajoute le Président, de ne prendre, en ce qui concerne l'organisation judiciaire, que les engagements que ses ressources lui permettent de remplir.

Or, si l'anglais est choisi comme langue judiciaire étrangère, le Comte Inonyé a la conviction que les moyens dont dispose le Gouvernement japonais seront suffisants pour le mettre à même de satisfaire à cette clause de la Convention, tandis qu'il n'oserait en dire autant si d'autres langues devaient être ajoutées à l'anglais.

Il exprime, en outre, la croyance que le paragraphe f de l'amendement sauvegarde amplement les intérêts de tous les étrangers ignorant l'anglais. Ce même paragraphe lui paraît aussi impliquer en même temps la reconnaissance des principes généralement admis à l'endroit des langues étrangères dans les Codes de Procédure des nations de l'Occident. Il croit même pouvoir affirmer que la règle que pose ce paragraphe va plus loin que les usages habituellement pratiqués sur ce point.

En terminant, le Président ajoute qu'il ne croit pas devoir entrer dans le détail des autres propositions contenues dans l'amendement du Délégué de Russie: il se bornera à déclarer qu'il est également disposé à les accepter. Enfin, il exprime de nouveau l'espoir que tous les membres de la Conférence se rallieront à cet amendement, qu'il recommande instamment à leur acceptation.

Sir Francis Plunkett donne lecture de la déclaration suivante:

"Je reconnais avec plaisir que le terrain adopté aujourd'hui par le Délégué de France se prête mieux à la conciliation que celui sur lequel il s'était placé lors de la séance privée

Paragraph e of the amendment, which designated English as the foreign judicial language of the Courts, also commended itself to his approval as being the most practical solution of the questions involved. The selection of English for this purpose was natural, because not only was the number of foreigners in Japan who spoke that language in excess of those speaking any other, but also the number of Japanese who understood English was, in the same manner, far in excess of those conversant with other foreign languages.

It was of the utmost importance, the President added, that the Japanese Government should only undertake such obligations in respect to the judicial organization as their means would allow them to fulfill.

By selecting English as the foreign judicial language, he felt confident that the means at the disposal of the Government to carry out this part of the stipulations would be sufficient, which he could not undertake to declare if other languages were also added.

He further expressed the belief that by paragraph f of the amendment the interests of all foreigners not conversant with English were safeguarded. It seemed to him, also, that the paragraph in question likewise embodied the principles generally adopted in respect to foreign languages in Western Codes of Procedure. He might even say that the rule which it established went beyond the general practice in this regard.

In conclusion, the President said that he would not go into details with reference to the other propositions contained in the amendment of the Delegate of Russia, but would confine himself to the declaration that they also were acceptable to him. He again expressed the hope that all the Members of the Conference would agree to the amendment, which he strongly recommended for their acceptance.

Sir Francis Plunkett then read the following declaration:—

"I recognize with pleasure that the ground taken by the Delegate of France is more conciliatory than that on which he took his stand in the private meeting of the other day,

"de l'autre jour; mais encore ce terrain n'est-il pas tel, je regrette de le dire, que je puisse m'y rencontrer avec lui.

"Il m'en coûte de me voir cette fois dans la nécessité d'importuner la Conférence plus longuement que je n'ai eu l'habitude de le faire jusqu'ici; mais la question soulevée est d'une importance assez grande pour qu'à mes yeux, l'issue de la présente Conférence, son succès ou son avortement, en dépendent.

"Dans la proposition faite par mon Collègue d'Allemagne et par moi-même, et acceptée par le Gouvernement japonais, il était spécifié que la langue officielle des tribunaux, outre le japonais, serait la langue anglaise. C'est là pour moi un point essentiel de notre programme, et une condition absolue du succès de la mise en œuvre de notre projet.

"Le Délégué de France, cependant, dans le discours qu'il a prononcé à notre dernière réunion et qu'il a reproduit aujourd'hui sous une forme considérablement modifiée, se refuse à accepter cette proposition, et demande que l'anglais, le français et un autre idiome européen soient admis concurremment comme langues officielles des tribunaux. Il réclame aussi que le Gouvernement japonais s'engage à faire tenir à chaque Gouvernement, dans l'une des langues les plus généralement usitées, une traduction des divers codes, règlements, etc. qui, conformément aux stipulations des Articles II et III du projet anglo-allemand, doivent être communiqués aux Puissances."

A ce moment, M. Sienkiewicz demande la permission de faire observer à son honorable Collègue le Délégué de la Grande-Bretagne, qu'en parlant, comme il vient de le faire, des changements considérables qu'auraient subis les déclarations faites par lui, M. Sienkiewicz, lors de la dernière séance privée, Sir Francis Plunkett laisse planer des doutes sur les opinions que le Délégué de France aurait émises à cette occasion. En fait, il n'existe qu'une seule différence sérieuse entre ce qu'il a pu dire en réunion privée et sa déclaration actuelle, et cette différence porte sur la manière d'établir le texte qui fera foi.

Sir Francis Plunkett reprend son discours dans les termes suivants:

"Il est vrai que mon Collègue de France semble aujourd'hui disposé à accepter l'anglais comme langue authentique des codes; mais

"but still the standpoint which he assumes is, "I regret to say, not such as I am able to agree to.

"I am sorry to have on this occasion to trouble the Conference at greater length than it has hitherto been my habit to do; but the question raised is one of so much importance that, in my opinion, it involves the success or failure of the present Conference.

"In the proposal made by my German Colleague and myself, and accepted by the Japanese Government, it was specified that the official language of the Courts, besides Japanese, should be English. This to me is an essential part of our programme, and absolutely necessary to secure the working success of our scheme.

"The Delegate of France, however, in the speech which he pronounced at our last meeting, and which he has to-day repeated in a considerably modified form, refuses to accept this proposition, and demands that English, French, and another European language shall be admitted equally as official languages of the Courts. He also demands that the Japanese Government should undertake to furnish to each Government, in one of the languages generally used, a translation of the various Codes, Regulations etc. which, according to Articles II and III of the Anglo-German Project, ought to be communicated to the Foreign Powers."

At this point Mr. Sienkiewicz asked permission to remark to his honorable Colleague, the Delegate of Great Britain, that in speaking, as he had done, of the considerable modifications which the declarations made by him (Mr. Sienkiewicz) at the last private meeting had undergone, Sir Francis Plunkett threw doubts upon the opinions which the Delegate of France had expressed on that occasion. In point of fact, there was only one important difference between that which he might have said at the private meeting and his present declaration, and this difference related to the manner of establishing the authentic text.

Sir Francis Plunkett resumed his speech as follows:—

"It is true that my French Colleague now seems willing to accept English as the authentic language of the Codes, but the

"la traduction, qu'il persiste à réclamer, de
"codes volumineux en une demi-douzaine de
"langues différentes, est d'une évidente im-
"praticabilité.

"Autant que j'ai cru saisir sa pensée, les
"arguments sur lesquels le Délégué de France
"s'appuie pour motiver son refus d'accepter la
"langue anglaise comme langue étrangère offi-
"cielle unique des tribunaux, peuvent se re-
"sumer ainsi qu'il suit :

"L'admission de l'anglais seul, à côté du
"japonais, placerait les autres étrangers au
"Japon dans une situation d'infériorité vis-à-vis
"des Anglais et des Américains.

"Les codes actuellement en préparation au
"Japon étant pour la majeure partie rédigés
"d'après des modèles français et allemands, et
"par des juristes français et allemands, et
"leur traduction en anglais présenterait de
"grandes difficultés, en raison de l'absence
"d'équivalents exacts en cette dernière langue
"pour rendre un certain nombre de termes du
"droit continental.

"Du moment où il serait admis que l'anglais
"est la seule langue officielle, il en résulterait
"une prédominance injustifiée en faveur des
"juges anglais ou américains, lesquels se
"trouveraient appelés à appliquer, au Japon,
"des lois reposant sur des principes auxquels
"ils n'étaient pas accoutumés dans leur propre
"pays.

"Il serait injuste, enfin, de vouloir astreindre
"les étrangers à obéir à des lois rédigées dans
"une langue qu'ils ne comprendraient pas.

"En réponse à la première objection, je me
"permettrai de faire observer qu'en proposant
"l'anglais comme langue des tribunaux, mon
"Collègue d'Allemagne et moi sommes simple-
"ment partis de ces principes qu'il était indis-
"pensable pour le succès des tribunaux qu'il
"s'agissait de créer, et pour assurer l'unité de
"leur fonctionnement et de leurs décisions,
"qu'une seule langue étrangère fût déclarée
"officielle. En proposant que cette langue
"fût l'anglais, nous n'avons fait que recon-
"naître ce fait indéniable que l'anglais est
"la langue la plus généralement répandue au
"Japon.

"On se rappellera qu'autrefois, alors que le
"hollandais se trouvait être la langue européen-
"ne que connaissaient le mieux les Japonais,
"les Puissances étrangères n'ont pas hésité

"translation he still insists on 'of lengthy
"Codes into some half dozen different languages
"is obviously impracticable.

"As far as I understand, the arguments on
"which the French Delegate bases his refusal
"to accept English as the sole official foreign
"language of the Courts may be summarized
"as follows:—

"The admission of English alone, besides
"Japanese, would place all other foreigners in
"Japan in a position inferior to that enjoyed
"by English and Americans.

"As the Codes which Japan is now prepar-
"ing have been chiefly drawn up on French
"or German models, and by French or German
"lawyers, the translations of these Codes into
"English would be attended by great diffi-
"culty, because, no proper equivalents exist in
"the English language for many terms of
"Continental law.

"If it were once admitted that English
"alone were the official language, the result
"would be an undue preponderance of English
"or American judges, who would be called
"upon to administer in Japan laws founded
"on principles with which they were not
"familiar at home.

"It would be unjust to expect foreigners to
"bow to laws drawn up in a language which
"they do not understand.

"In reply to the first objection, I would
"observe that in proposing English as the
"language of the Courts my German Colle-
"ague and I were simply acting on the principle
"that it was necessary for the success of the
"proposed Courts, and for the unity of their
"working and decisions, that one foreign
"language only should be considered as official.
"In proposing that this should be English, we
"merely recognised the patent fact that English
"is the language most commonly in use here.

"It will be remembered that when, in former
"years, Dutch happened to be the European
"language with which Japanese were best
"acquainted, Foreign Powers did not hesitate

"à admettre l'avantage pratique qu'offrirait
"l'emploi de cette langue pour la rédaction du
"texte authentique de leurs traités avec le
"Japon. L'adoption du hollandais pour la
"version originale des traités conclus avec le
"Japon par l'Angleterre, les Etats-Unis, la
"Russie, la France, la Prusse, la Suisse, le
"Danemark, la Belgique et le Portugal, équiva-
"lait à la reconnaissance formelle du hollandais,
"à cette époque, comme langue des relations
"officielles.

"Je n'ai pas souvenir que l'Angleterre, la
"France, ou quelque autre pays, se soient, pour
"ce motif, crus placés dans une situation d'in-
"fériorité vis-à-vis de la Hollande.

"A mesure que les rapports entre le Japon
"et les Puissances occidentales devinrent plus
"intimes, l'usage du hollandais déclina, tandis
"que, sous l'influence du développement des
"relations commerciales, la langue anglaise
"prenait graduellement une expansion plus
"grande: le hollandais ne figure même plus
"comme langue auxiliaire dans les traités
"conclus plus tard.

"L'importance croissante prise par l'anglais
"comme langue internationale au Japon ressort
"nettement de ce fait, que c'est cette langue
"qui a été adoptée pour le texte authentique du
"traité austro-hongrois de 1869, traité qui, soit
"dit en passant, constitue théoriquement la base
"de nos négociations actuelles, et que c'est
"également le texte anglais qui fait foi dans le
"traité péruvien de 1873. Bien plus, dès
"l'année 1864, dans un acte international aussi
"important que la Convention de Shimonoseki,
"dont il fut fait trois textes, et où la France
"figurait comme partie contractante, c'est le
"texte anglais qui fut désigné pour faire foi.

"Je noterai encore que le texte anglais a été
"accepté comme texte authentique dans les
"divers arrangements conclus entre le Gouverne-
"ment Japonais et les Puissances étrangères au
"sujet de l'établissement des étrangers à Tokio,
"Hiogo, Nagasaki, Niigata et Hakodate, pour
"ne rien dire de plusieurs actes internationaux
"intervenus sur diverses autres questions rela-
"tives au Japon.

"La langue étrangère prédominante au Japon,
"comme ailleurs, doit nécessairement être celle
"du pays dont les intérêts sont le plus intime-
"ment liés aux siens propres, et dont le snatio-
"naux se rendent en plus grand nombre dans

"to admit the practical advantage of employing
"it as the text language of their Treaties with
"Japan. The acceptance of Dutch as the
"original version of the Treaties concluded
"with Japan by England, the United States,
"Russia, France, Prussia, Switzerland, Den-
"mark, Belgium, and Portugal amounted to a
"formal recognition of Dutch, at that time, as
"the language of official intercourse.

"I do not remember that England, France,
"or any other country considered itself, in
"consequence, placed in a position of inferiority
"to the Netherlands.

"As the relations between Japan and the
"Western Powers became more intimate the
"use of the Dutch language declined, and, in
"the course of commercial events, the use of
"the English language increased;—Dutch does
"not even appear as an additional language in
"the later Treaties concluded.

"The growing importance of English as an
"international language in Japan is shown by
"the fact that it was accepted as the original
"version of the Austrian treaty of 1869, which,
"I may remark, forms technically the ground-
"work of our present discussions, while it is
"also the text language of the Peruvian treaty
"of 1873. Even as early as the year 1864, in
"an international instrument of so great import-
"ance as the Shimonoseki Convention, which
"was made in three languages and to which
"France also was a party, English was taken
"to be the original version.

"I would further point out that English was
"accepted as the text language in the various
"arrangements entered into between the Japan-
"ese Government and Foreign Powers in
"regard to the settlement of foreigners in
"Tokyo, Hyogo, Nagasaki, Niigata, and Hako-
"date, not to mention several international
"agreements on various other Japanese subjects.

"The foreign language of the future in
"Japan, as elsewhere, must be the language of
"that country whose interests are most closely
"related to her own, and whose subjects or
"citizens most frequent this country. At

"cet Empire. Or, l'anglais est actuellement la langue la plus répandue parmi les étrangers au Japon: de là la raison qui s'impose de l'adopter comme langue étrangère officielle des nouveaux tribunaux.

"L'argument basé sur la difficulté qu'il y aurait à traduire en anglais les codes français ou allemands serait plus fort, n'était que des traductions complètes en anglais du Code Napoléon et de la majeure partie, si ce n'est de la totalité, du Code allemand, existent déjà.

"Le Délégué de France paraît perdre de vue ce fait que le Gouvernement Japonais n'a adopté ni le Code français ni le Code allemand dans leur intégrité. Il s'est borné à les prendre comme des modèles auxquels on devait faire subir les modifications qui seraient nécessaires pour les approprier aux besoins de ce pays, et s'il les a pris comme modèles, ce n'est pas parce que ces lois sont meilleures en elles-mêmes, mais parce qu'étant sous forme de codes, elles constituaient une base de travail plus commode que les lois anglaises et américaines, qui ne sont pas codifiées.

"Mon Collègue de France combat encore l'adoption de la langue anglaise comme langue officielle des tribunaux, en se fondant sur ce que des juges anglais ou américains éprouveraient quelque difficulté à appliquer des lois avec lesquelles, dans leur pays, ils n'étaient pas familiarisés.

"L'adoption de la langue anglaise,—parce que c'est la langue étrangère la plus communément employée dans les relations journalières en ce pays,—ne préjuge en rien la question de la nomination ou de la nationalité des juges. C'est un fait constant, d'autre part, que des juges anglais appliquent actuellement avec succès, dans nombre de colonies anglaises, des lois françaises d'origine, et que des juges américains, dans plusieurs des Etats de l'Union, appliquent également, et d'une manière non moins satisfaisante, des lois basées sur des modèles français.

"Quant à soutenir que les codes doivent être communiqués à chaque Gouvernement dans sa propre langue, et qu'on ne peut exiger des étrangers qu'ils se soumettent à des lois dont ils ne sont pas à même de comprendre le texte authentique, une telle proposition implique un principe qui n'a pas cours en Europe, et qui n'a jamais, que je sache, été invoqué comme

"present English is the language in most common use among foreigners in Japan; hence the self evident reason for adopting it as the official foreign language of the new Courts.

"The argument as to the difficulty of translating the French or German Codes into English would be stronger, were it not for the fact that complete translations into English of the Code Napoléon and of most, if not all, of the German Code already exist.

"The Delegate of France seems to forget that the Japanese Government have not adopted either the French or German Codes in their entirety. They have simply taken them as models to be altered in such a way as to suit the necessities of this country; not because the laws themselves were better, but because, being in a codified shape, they formed a better basis to work upon than the laws of England and America which are not so codified.

"My French Colleague further objects to the English language as the official language of the Courts on the ground that English or American judges would have difficulty in administering laws with which they were not familiar at home.

"The adoption of the English language, because it is the foreign language in general practical use here, in no way prejudices the question of nomination or nationality of judges, and as a matter of fact, English judges are now administering successfully in many British Colonies laws derived from France, and American judges also, in several of the States of the Union, administer, with equal success, laws founded on French models.

"The contention that the Codes must be communicated to each different Government in its own language, and that foreigners cannot be expected to obey laws the authentic text of which they cannot read, involves a principle which is not acted on in Europe, and which has never, as far as I am aware, been invoked as an excuse for ignoring the

"excuse à l'ignorance des lois d'aucun pays.

"J'ai entendu avec intérêt la contre-proposition faite par mon collègue de Russie, et je suis heureux de pouvoir y donner mon assent. Je rends volontiers hommage à l'esprit de conciliation dans lequel il a agi en proposant cette transaction, et comme sa proposition me paraît s'accorder avec le principe essentiel que je défends, j'espère sincèrement qu'elle sera acceptée telle quelle par la Conférence.

"Le principe que je soutiens, et que je croyais être reconnu par les Puissances qui ont accédé à la proposition anglo-allemande, est celui-ci,—qu'une seule langue, en dehors du japonais, doit être la langue officielle des tribunaux, et que cette langue doit être la langue anglaise.

"La création des nouveaux tribunaux ne peut produire les heureux effets qu'on entend qu'autant que leur fonctionnement sera simplifié dans les limites du possible, et, pour moi, l'unité de langue constitue une condition essentielle de ce résultat.

"Il resterait encore beaucoup à dire; mais je crois avoir montré l'importance majeure que j'attache à la question qui nous occupe, et j'espère que mes réponses aux arguments mis en avant par mon collègue de France auront paru suffisamment précises et suffisamment concluantes."

M. von Holleben fait alors la déclaration suivante:

"En ma qualité de premier Délégué d'Allemagne, je déclare accepter tel quel l'amendement de mon honorable collègue le Délégué de Russie. Après les discours que nous venons d'entendre, je considère que tout nouvel échange d'arguments serait superflu, et je m'abstiendrai, en conséquence, d'entrer dans aucune discussion ultérieure sur la question de principe. Mon collègue le second Délégué d'Allemagne se propose toutefois de soumettre à la Conférence quelques observations portant sur certains points d'un intérêt pratique, dont son expérience lui permet de parler avec autorité."

M. Zappe donne lecture des observations suivantes:

"En me basant sur l'expérience que je possède des tribunaux consulaires au Japon et du fonctionnement des tribunaux japonais tels qu'ils sont actuellement constitués, je crois

"laws of any country.

"I have listened with much interest to the counter proposal made by my Russian Colleague, and have much pleasure in being able to signify my assent to it. I willingly recognize the friendly spirit of conciliation in which he has proposed the compromise, and, as I believe it meets the essential principle for which I contend, I sincerely hope that, as it now stands, it may meet with the general approval of the Conference.

"The principle for which I contend, and which I had believed to be accepted by those Powers who had acceded to the Anglo-German proposal, is that one other language, besides Japanese, shall be the official language of the Courts, and that this language shall be English.

"The new Courts can prove a success only if their working be made as simple as possible, and I regard unity of language as a principal factor.

"There is still much to be said on the subject, but I think I have shown the essential importance I attach to the question in hand; and I hope that my answers to the arguments advanced by my French Colleague will be considered practical and clear."

Mr. von Holleben then made the following declaration:—

"In my position as First Delegate of Germany I declare that I accept *tel quel* the amendment of my honorable Colleague the Delegate of Russia. After the speeches I have heard I consider any further exchange of arguments to be useless, and I shall, therefore, not enter again into any discussion of the question of principle. My Colleague the Second Delegate of Germany will, however, address the Conference on a few points of practical importance in regard to which his experience entitles him to speak."

Mr. Zappe then made the following observations:—

"I beg to express the opinion, based on my experience with Consular Courts in Japan and the working of the present Japanese Courts, that the alterations and additions, proposed to

"pouvoir exprimer l'opinion que les modifications que le Délégué de Russie propose d'apporter à l'Article V, suffiront pour répondre, dans la pratique, à tous les besoins, principalement en ce qui concerne la langue des futurs tribunaux.

"Etant donné qu'il y a aujourd'hui dix-huit tribunaux étrangers de nationalités différentes qui exercent la juridiction au Japon, les étrangers sont plus fréquemment appelés à soutenir leurs actions judiciaires dans une langue qui n'est pas la leur que dans leur propre langue, et ceci est particulièrement vrai pour les résidents appartenant à des pays qui n'ont ici qu'une colonie restreinte. C'est devant leurs seuls tribunaux que les étrangers peuvent plaider dans leur propre langue. Devant tous les autres, s'ils en ignorent la langue, il leur faut recourir à l'assistance d'interprètes. Pourtant je ne sache pas d'exemple que, pour ce motif, un étranger ait jamais manqué d'obtenir justice.

"Quant à la procédure devant les tribunaux japonais, au moins en ce qui touche l'emploi des langues étrangères, la Conférence, en acceptant l'amendement proposé à l'Article V, ne ferait que donner une sanction légale à un usage depuis longtemps pratiqué en fait par les tribunaux japonais pour faire face aux nécessités de la situation. La langue de ces tribunaux est, naturellement, le japonais; mais des interprètes anglais sont toujours nommés d'office dans toutes les affaires où des étrangers se trouvent en cause. Si les parties désirent plaider en une autre langue, il leur est également loisible de le faire; mais c'est à elles alors de se pourvoir d'un interprète et de l'amener devant le tribunal. Je n'ai pas connaissance que ce mode de procéder ait jamais donné lieu à des récriminations contre les tribunaux, et, durant mes seize années d'exercice, aucune plainte à ce sujet ne m'a été adressée.

"Dès lors, en acceptant l'amendement à l'Article V, nous apporterions une notable amélioration au présent état de choses, puisque les tribunaux japonais seraient tenus, dans tous les cas, de mettre des interprètes compétents à la disposition des plaideurs; d'où je me crois en droit de conclure que, si le système actuellement pratiqué pour l'emploi des interprètes n'a provoqué aucune récrimination, le système plus parfait qu'on propose d'établir doit

"Article V by the Delegate of Russia, are sufficient for all practical requirements, particularly in so far as the language of the future Courts is concerned.

"In view of the fact that eighteen different Courts are at present exercising jurisdiction in Japan, aliens are more often compelled to conduct their law suits in other languages than their own; and this is particularly true with regard to the subjects of those Nations which have not a numerous population residing here. To plead in their own language is only possible for them in suits before their own Courts. In all other Courts, if they are unacquainted with the language of the Court, they have to make use of interpreters to assist them in their pleadings. Nevertheless no instance has yet come to my knowledge that, for this reason, justice has not been obtained by them.

"With reference to proceedings in the Japanese Courts, as far as the use of foreign languages is concerned, the Conference, by accepting the proposed alteration of Article V, would only be making legal a mode of procedure which, to meet the requirements of circumstances, has long been adopted by the Japanese Courts. The language of those Courts is, of course, the Japanese language, but English interpreters are always provided by the Courts, *ex officio*, in all cases in which foreigners are concerned. If a party to a suit desires to plead in any other language, this is also admitted; but then such party has to bring to the Court his own interpreter. I am not aware that this arrangement has given rise to complaints against the Courts. During my sixteen years' experience no complaint on that score has been made to me.

"In accepting, therefore, the amendment of Article V, we introduce an important improvement of the present condition of things, as the Courts will in all cases be under the obligation to have competent interpreters at the service of litigants, from which I may be permitted to draw the conclusion, that, if the present procedure in respect to the use of interpreters has not given rise to complaints, the more perfected arrangements of the future will be still less

"inspirer pour l'avenir d'autant moins d'appréhensions à cet égard.

"Les remarques qui précèdent s'appliquent plus spécialement aux procès civils; mais une sécurité non moins complète est assurée aux étrangers dans les procès correctionnels et criminels, par la clause qui stipule que l'accusé devra nécessairement être pourvu d'un avocat connaissant sa langue.

"Au surplus, notre principale garantie, à mes yeux, réside dans la composition même des futurs tribunaux, et nous devons avoir pleine confiance qu'avec eux nul ne sera condamné sans avoir eu toutes les facilités pour se défendre.

"Que si cette confiance dans les tribunaux que nous travaillons actuellement à créer nous fait défaut, mieux aurait valu, dès lors, ne pas nous être point occupés de l'élaboration du projet présenté par le Représentant de la Grande-Bretagne et par le premier Plénipotentiaire d'Allemagne."

Le Comte Zaluski fait observer qu'au cours de la dernière réunion de la Conférence en séance privée, il a eu l'honneur d'exposer le point de vue auquel il se place dans cette délicate question de la langue des codes et des tribunaux à instituer au Japon pour l'administration de la justice à l'égard des étrangers. Comme ses honorables collègues de France et de Russie, le Délégué d'Autriche-Hongrie avait proposé un amendement à l'Article V, paragraphe d, du projet de Convention judiciaire. Cependant le Délégué de Russie ayant apporté à ses propositions primitives des développements qui tiennent compte des observations présentées sur le même sujet par l'orateur, celui-ci, désirant faciliter une entente générale, opte pour l'amendement de M. Schévitch et retire le sien.

M. Schévitch, en réponse aux observations du Comte Zaluski, tient à bien établir que l'amendement dont il vient de donner lecture n'a subi aucune modification substantielle depuis qu'il a eu l'honneur de le soumettre à la Conférence en séance privée. La seule différence réside dans la substitution du terme "langue étrangère judiciaire" à celui de "langue étrangère officielle adoptée par les tribunaux".

M. de Martino prononce alors le discours suivant:

"likely to cause apprehension on that account.

"While my remarks, so far, apply principally to proceedings in civil suits, ample security is also afforded in proceedings in criminal cases by the provision that the accused has to be provided with an advocate conversant with his language.

"But, further, I am of opinion that our principal security lies in the composition of the future Courts, in respect to which we must have confidence that no one will be condemned who has not had a fair hearing.

"If this confidence in the Courts which we are now assisting in bringing into existence is wanting, then it would have been altogether more advisable not to have occupied ourselves at all with the elaboration of the Project initiated by the Representative of Great Britain and the First Plenipotentiary for Germany."

Count Zaluski observed that, in the course of the last meeting of the Conference in private session, he had had the honor to explain the standpoint on which he placed himself in this delicate question of the language of the Codes and the Courts to be instituted in Japan for the administration of justice in regard to foreigners. The Delegate of Austria-Hungary had, like his honorable Colleagues of France and of Russia, also proposed an Amendment to Article V, section d, of the Draft Jurisdictional Convention. The Delegate of Russia, however, having introduced into his original propositions certain modifications which took account of the observations presented on the same subject by himself, he would, in a conciliatory spirit, vote for the amendment of Mr. Schévitch, and therefore withdraw his own.

Mr. Schévitch stated, in reply to the observations of Count Zaluski, that he desired to establish the fact that the amendment which he had read had undergone no substantial modification since he had had the honor to submit it to the Conference in private session. The only difference lay in the substitution of the term "foreign judicial language" for that of "foreign official language adopted by the Courts."

Mr. de Martino then made the following speech:—

“Les déclarations du Délégué de la Grande-Bretagne, par lesquelles il adopte sans restriction la proposition du Délégué de Russie et recommande cette proposition à l'acceptation de la Conférence, et l'accueil favorable que la Conférence paraît décidée à lui faire, me dispensent de rentrer dans la question et d'exposer toutes les considérations que j'aurais pu faire valoir à l'appui de l'amendement de M. Schévitch. Ces considérations vous sont déjà en partie connues, et, dans notre dernière séance privée, vous avez eu la bonté de lui accorder votre bienveillante attention, lorsque j'ai eu l'honneur de vous en faire part. Je me bornerai donc à quelques brèves observations.

“En nous soumettant tous à ce qu'il n'y ait qu'une seule langue étrangère, et à ce que cette langue soit l'anglais, nous avons, Messieurs, voulu précisément éviter la création de privilèges pour les uns et d'un état d'infériorité pour les autres, et nous nous sommes rendus aux arguments de nature essentiellement pratique qui, dès l'abord, nous ont été exposés par le premier Délégué d'Allemagne.

“Mais le fait que le Gouvernement japonais a eu recours aux lumières de juriconsultes de l'Occident pour élaborer les différents projets de codes, peut-il faire naître un privilège en faveur des pays auxquels ces juriconsultes appartiennent? Leur choix a été fait bien avant qu'il fût question de notre Convention judiciaire, et je ne crois pas me tromper en affirmant que le Gouvernement du Japon n'a jamais songé qu'il pourrait en résulter que les langues de ces juriconsultes devraient être érigées en langues judiciaires de l'Empire et que le texte des lois de cet Empire devrait se multiplier dans ces langues.

“Si, pendant une période de quinze années, des juges de nationalité étrangère doivent siéger dans les tribunaux japonais, il ne s'ensuit pas que le principe japonais en doit subir aucune atteinte, ni que l'adoption de la civilisation occidentale, prise dans son ensemble et sans distinction de pays, doit entraîner en quoi que ce soit le sacrifice de ce principe. C'est là une vérité que nous admettons tous. Et, en acceptant l'anglais

“The declarations made by the Delegate of Great Britain by which he adopts, without reserve, the proposition of the Delegate of Russia and recommends this proposition for acceptance by the Conference, and the favorable reception which the Conference appears inclined to give to it, relieve me from the necessity of entering once more into the question, and of stating all the considerations which I could have brought to bear in support of the amendment of Mr. Schévitch. These considerations are already in part known to you, and at our last private meeting you had the kindness to give me your attention when I had the honor to place them before you. I shall, therefore, limit myself to a few brief observations.

“In agreeing, as we have all done, that but one foreign language shall be adopted, and that that language shall be English, we were anxious, Gentlemen, precisely to avoid the creation of privileges for some, and of a position of inferiority for others; and we have given way to arguments of an essentially practical nature, which from the very first were placed before us by the First Delegate of Germany.

“The fact that the Japanese Government has had recourse to the knowledge of Western lawyers for the elaboration of different drafts of Codes,—can this give rise to a privilege in favor of the countries to which those lawyers belong? Their choice was made long before there was any question of our Jurisdictional Convention, and I do not think I am mistaken in asserting that the Japanese Government has never thought that it could follow, as the result of that choice, that the languages of these lawyers ought to be made the judicial languages of the Empire, and that the text of the laws of this Empire ought to be reproduced in these languages.

“If judges of foreign nationality are to sit in Japanese Courts during a period of fifteen years, it does not follow that the principle of Japanese nationality must thereby sustain any blow, or that the adoption of western civilization, taken in its entirety and without distinction of country, must necessarily carry with it, in any way, the sacrifice of this principle. This is a truth which we all admit, and in accepting English as the sole language, side

“comme langue unique à côté de la langue japonaise, (mais avec les tempéraments proposés par le Délégué de Russie), pendant la seule période transitoire que nous devons régler, je crois que nous ne perdrons pas de vue ce fait que les lois que cet Empire va se donner sont destinées à le régir toujours. Dans le cas spécial qui nous occupe, en adoptant l'anglais comme nous aurions adopté toute autre langue qui se serait également imposée à notre choix pour cette période transitoire, nous avons voulu, précisément, par un sacrifice commun, respecter les droits de tous.

“S'il en était autrement, j'aurais dû réitérer, Messieurs, la déclaration que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire,—à savoir que je ne pourrais consentir à une exclusion, ni à une situation d'infériorité, pour la langue du pays qui est la mère-patrie de la jurisprudence, et, je puis ajouter, de la civilisation moderne.”

M. Hubbard fait observer, en réponse au Délégué de France, qu'il n'abusera pas des instants de la Conférence en s'attardant à discuter en détail les différents points que comporte l'importante question en litige. Il est un point, du moins, qui se trouve hors de contestation, à savoir que la langue officielle des tribunaux projetés sera nécessairement le japonais. Le second point comme importance, est la proposition qui tend à ce que l'anglais, comme étant la langue la plus répandue au Japon, soit adoptée comme langue étrangère officielle des tribunaux. Les Délégués de Grande-Bretagne et de Russie ont déjà attiré l'attention sur la grande diffusion de la langue anglaise au Japon; mais les arguments de fait ainsi invoqués en faveur de l'adoption de l'anglais comme langue judiciaire, prennent une plus grande force encore si l'on se reporte aux statistiques de la population étrangère au Japon. Le nombre des résidents anglais en ce pays était, en 1885, de 1.124, et celui des Américains, de 475. Des relevés postérieurs portent le nombre de ces derniers à 600; mais, en s'en tenant aux statistiques de 1885, on voit qu'il y avait à cette époque au Japon au moins 1.599 résidents de langue anglaise, tandis que le chiffre total des résidents européens appartenant à d'autres nationalités ne s'élevait qu'à 789. Si l'on tient compte, pour chaque nationalité, de la popula-

“by side with Japanese (but with the modification proposed by the Delegate of Russia), during the single period of transition for which we have to make provision, we shall not, I think, lose sight of the fact that the laws with which this Empire is about to supply itself are destined to govern it forever. In the special case with which we are now concerned, in adopting English, as we should have adopted any other language which had forced itself upon our choice in the same manner for this transitory period, our precise object has been to respect the rights of all by a general concession.

“If it had been otherwise, I should have been obliged to repeat, Gentlemen, the declaration which I have already had the honor to make, namely, that I could not consent to the exclusion, or the relegation to a position of inferiority, of the language of the country which is the mother country of jurisprudence, and, I may add, of modern civilization.”

Mr. Hubbard, in reply to the Delegate of France, observed that he did not propose to occupy the time of the Conference with an elaborate discussion of the various points involved in the important question under consideration. There was one point, however, which was beyond dispute, namely, that the official language of the Courts which it was proposed to institute would of course be Japanese. The other point of next importance to this was the proposal that English, as the language of most general use in Japan, should be the foreign language adopted by these Courts. His honorable Colleagues the Delegates of Great Britain and Russia had already called attention to the wide diffusion of the use of the English language in Japan, and the practical arguments thus brought forward for the adoption of English as the language of the Courts were strengthened by reference to the statistics of foreign population in Japan. The number of British subjects resident in Japan in 1885 was 1,124 and of American citizens 475. Later estimates placed the number of the latter at not less than 600; but, taking the statistics of 1885 as a guide, it was clear that there were at least 1,599 English speaking people in Japan, while the total resident population of European nationality only amounted to 789. If the floating population of each nationality,

tion flottante, représentée annuellement par les voyageurs de passage, on constate que le nombre des étrangers de nationalités anglaise ou américaine se trouve être, par rapport à celui des étrangers d'autres nationalités européennes, dans une proportion plus forte que celle de 2 à 1. En outre, les statistiques de 1885 montrent que, dans le courant de cette même année, 27.996 marins anglais et 5.206 marins américains embarqués sur des bâtiments de commerce, se sont rendus au Japon, tandis que le chiffre des marins de commerce européens, appartenant à d'autres nationalités, qui ont visité ce pays pendant la même période, n'a été que de 8.466. Ce sont là des faits frappants et qui parlent d'eux-mêmes.

Le Délégué de France a fait valoir cet argument, qu'il serait difficile à des juges de langue anglaise d'appliquer des lois basées sur des modèles européens. M. Hubbard croit qu'il suffira de citer quelques faits pour réfuter cette proposition. L'un des principaux Etats de l'Union américaine, la Louisiane, a été pendant de longues années sous la domination française, et sa population, ses lois, ses sentiments sont demeurés français. Depuis son incorporation dans l'Union, bien que le français soit resté la langue d'une nombre considérable des habitants de cet Etat, et bien que les lois qui le régissent soient basées sur le Code Napoléon, ces mêmes lois ont été appliquées par des juges de langue anglaise, et l'anglais a toujours été la langue des tribunaux et de l'administration civile. Le Texas, un autre des Etats de l'Union, présente un exemple analogue. Au temps où ce pays se trouvait sous la domination du Mexique, l'espagnol y était la langue usuelle, et son système judiciaire tout entier était calqué sur celui de l'Espagne. Pourtant, et bien que la langue espagnole domine encore, et que la plupart des lois actuellement en vigueur soient espagnoles, notamment celles qui régissent la propriété foncière, l'anglais a été la langue de l'administration et des tribunaux à l'époque où le Texas était constitué en république indépendante; et depuis qu'il fait partie des Etats-Unis, c'est également l'anglais qui y est la langue officielle et judiciaire. Dans aucun de ces deux cas, l'administration civile, non plus que l'application des lois, n'a jamais rencontré aucune des difficultés que redoute le Délégué de France. Ces exemples paraissent à l'orateur répondre

in the shape of annual visitors, were taken into account, it would be found that the proportion of foreigners of American and British nationality to that of foreigners of all other European nationalities was more than two to one. Moreover, the statistics of the year 1885 showed that during that year 27,996 British, and 5,206 American merchant seamen had visited Japan; while the total number of merchant seamen of other European nationality who had visited Japan during the same year was only 8,466. These were striking facts which spoke for themselves.

His honorable Colleague the Delegate of France had laid stress on the argument that it would be difficult for English speaking judges to administer laws based upon European models. There was, Mr. Hubbard thought, a practical answer which disposed of this argument. One of the most important States of the American Union, Louisiana, was for years a portion of the French dominions, and was French in population, in laws, and in feeling. Since its incorporation into the Union, although French had not ceased to be the language of a large number of the people, and although its laws were based on the Code Napoléon, those laws had been administered by English speaking judges, and English had been the language of the Courts and of the State Administration. The case of Texas, another of the United States, furnished a like illustration. While under the government of Mexico, Spanish was the language of the people of that State, and the whole legislative system was based on the Spanish model. But in spite of the fact that Spanish was still widely spoken, and that the system of laws was Spanish, especially those relating to landed property, English was the official and judicial tongue of the political administration and the Courts of Texas as a Republic and as a State. In neither of these two cases had any difficulties, such as those apprehended by the Delegate of France, been found to arise in regard to executive or judicial administration. These facts, it seemed to Mr. Hubbard, disposed at once of the argument regarding the impossibility of a system of laws, based on French and German models being administered through the

victorieusement à l'argument d'après lequel il serait impossible que des lois modelées sur des lois françaises et allemandes fussent appliquées en langue anglaise par des juges appartenant à d'autres nationalités.

Les motifs qui militent en faveur de l'adoption de l'anglais reposant uniquement sur des considérations matérielles de convenance et d'utilité pratiques, il ne saurait être question ici d'une préférence qui pût porter ombrage à l'Allemagne, à la France ou à toute autre des quinze Puissances représentées à la Conférence. Aucune pensée de cette nature ne peut être imputée au Gouvernement du Japon. Grâce à l'adjonction aux tribunaux d'interprètes et de traducteurs, les plaideurs étrangers sont assurés de trouver toute l'assistance dont ils pourront avoir besoin, et, d'autre part, le mode de nomination des juges, qui doivent être choisis parmi les diverses nationalités, sauvegardera les droits de chaque Puissance, et leur sera une garantie que bonne justice sera rendue à tous leurs sujets ou citoyens. Pendant la période transitoire en vue de laquelle ces tribunaux seront institués, chaque Puissance pourra compter, sinon sur un traitement égal, du moins sur le traitement auquel elle a équitablement le droit de prétendre, jusqu'au jour où le Japon aura ressaisi son autonomie judiciaire complète, résultat logique auquel doit aboutir l'arrangement actuel.

Etant donné que l'extraterritorialité existe dans si peu de pays, il est difficile de trouver des précédents qui puissent s'appliquer à la situation présente; mais l'adoption du français en Egypte, par exemple, n'implique en aucune façon un aveu d'infériorité de la part des Puissances qui y ont acquiescé.

En réponse à M. Sienkiewicz qui lui rappelle que l'italien est, concurremment avec le français, la langue des tribunaux mixtes en Egypte, M. Hubbard fait observer que son honorable collègue le Délégué d'Italie ne s'est pas prévalu de ce fait pour réclamer la reconnaissance de l'italien comme langue officielle des tribunaux qu'on se propose d'instituer au Japon.

Le Délégué des Etats-Unis répète qu'il n'est ici question ni de politique égoïste, ni d'avantage à gagner par une Puissance au détriment d'une autre. Ce dont il s'agit, c'est de donner au Japon des satisfactions qui lui sont légitimement dues, tout en sauvegardant en même temps les intérêts des étrangers. C'est cette considéra-

medium of the English language by judges of other nationalities.

The argument for the adoption of English being based purely on practical grounds of expediency, there could, he thought, be no question of invidious discriminations against Germany, France, or any other of the fifteen Powers represented at the Conference. No such intention could be imputed to the Government of Japan. By the appointment of translators and interpreters to these Courts all needful assistance would be rendered to foreign suitors, while the selection of judges from different nationalities would be a guarantee for the rights of every Power, and an assurance that justice would be meted out to all their subjects and citizens. During the period for which these Courts would be instituted each of the Powers would obtain, if not equal recognition, at least that just proportion of recognition which was its due, until the time when Japan would assume a position of complete jurisdictional independence, which would be the logical result of the present arrangement.

The fact that extraterritoriality existed in so few countries made it difficult to find precedents applicable to the present situation; but the acceptance of the French language in Egypt, for example, implied no admission of inferiority on the part of those Powers who accepted it.

In reply to Mr. Sienkiewicz, who pointed out that the Italian language was, equally with the French, the language of the mixed Courts in Egypt, Mr. Hubbard observed that his honorable Colleague the Delegate of Italy had not made this fact the ground for demanding that Italian should also be recognized as the official language of the Courts about to be instituted.

The Delegate of the United States proceeded to remark that this was no question of selfish policy or of advantage to be gained by one Power over another. The point at issue was how to do justice to Japan, and at the same time to safeguard the interests of foreigners. It was the recognition of this fact which alone

tion qui seule détermine l'orateur à prêter son appui sincère à la proposition de son honorable collègue le Délégué de Russie. L'idée que l'adoption de cette proposition assurerait à l'Angleterre et à l'Amérique tout ce que ces deux Puissances peuvent désirer, sans avoir égard aux intérêts des autres pays, n'est pour rien dans sa décision. M. Hubbard regrette de se voir en contradiction avec son honorable collègue le Délégué de France, et cela d'autant qu'il existe des raisons, qu'il ne croit pas devoir rappeler en ce moment, pour qu'ils dussent agir de concert dans la question présente. Le Délégué de France et l'orateur lui-même ont l'honneur, l'un et l'autre, de représenter des Républiques, et en vertu du principe que les minorités doivent s'attacher avant tout à conserver leur unité, autant que par ce que leurs deux pays pratiquent les grandes doctrines du "self-government" et de la souveraineté nationale, il avait espéré, et il ne désespère pas, de voir la France et l'Amérique, alors même que les autres Puissances se tiendraient à l'écart, tendre une main amie au Japon dans la lutte que soutient cet Empire pour conquérir son indépendance nationale, ou tout au moins être les dernières parmi les Puissances à empêcher la réalisation de cet objet, même si les circonstances leur commandaient le sacrifice partiel de leurs opinions ou de leurs intérêts. Aussi croit-il devoir adjurer son honorable collègue le Délégué de France de se rallier à la proposition du Délégué de Russie, proposition qui, en conciliant tous les intérêts en jeu, constitue, à ses yeux, la solution la plus avantageuse et la plus satisfaisante de la question.

M. Neyt constate que tous les membres de la Conférence sont d'accord quant au but commun qu'ils poursuivent et qui consiste à assurer, pour tous les cas où les intérêts des étrangers seront en cause, une bonne administration de la justice par les tribunaux que l'on se propose d'instituer. La question actuellement posée devant la Conférence est double. D'une part, la communication des codes, lois et règlements japonais, stipulée par l'Article III du projet anglo-allemand, doit-elle indispensablement être faite à chaque Gouvernement dans sa langue nationale? D'autre part, peut-on considérer comme praticable l'adjonction, concurremment avec le japonais, de plusieurs langues étrangères comme langues officielles des tribunaux?

influenced him in giving his cordial support to the proposal of his honorable Colleague the Delegate of Russia. In no sense whatever was he actuated by the consideration that the adoption of this proposal would secure to England and America all that they might want, without regard to the interests of the other Powers concerned. Mr. Hubbard regretted to be obliged to differ from his honorable Colleague the Delegate of France, more especially because there were reasons, which he would not then enumerate, why they should act in unison upon the subject under discussion. Both his Colleague and himself were proud to represent Republics, and on the principle that minorities should preserve a compact unity, no less than because both their countries believed in the great doctrines of self government and popular sovereignty, he had hoped, and would still continue to hope, that France and the United States, even if all other Powers dissented, would not hesitate to extend a helping hand to Japan in her struggle to attain national independence; or that they would, at least, be the last to defeat the attainment of that end, even if they were required to make partial sacrifices of opinion or of interest. He must, therefore, appeal to his honorable Colleague the Delegate of France to accept the proposal of the Delegate of Russia, which furnished, in his opinion, in its reconciliation of all the interests involved, the most satisfactory solution of the question.

Mr. Neyt observed that all the members of the Conference were agreed as to the common object which they had in view,—which was to secure the administration of fair justice by the Courts about to be established in cases where the interests of foreigners were concerned. The question which the Conference was now discussing presented itself under two heads. On the one hand, there was the question as to whether it was indispensable that the communication of the Japanese Codes and Regulations, as stipulated in Art. III of the Anglo-German Project, should be made to each Government in its national language. On the other hand, there was the question as to whether the addition of several foreign languages, concurrently with Japanese, as official languages

Sur le premier point, le Délégué de France est d'avis qu'il suffirait, à la rigueur, que ces lois et règlements fussent traduits en anglais, en français, et dans un autre idiome européen. Mais, sans vouloir appuyer sur la difficulté matérielle qui résulterait de l'adoption de cette proposition, le Délégué de Belgique pense qu'elle est de nature à soulever de légitimes protestations de la part de certains de ses collègues qui ne manqueraient pas de réclamer pour leur langue nationale le même privilège.

Le Délégué de Belgique considère que l'utilité de la traduction en plusieurs langues étrangères ne serait pas en rapport avec l'immense somme de travail qu'elle imposerait.

Les étrangers ne peuvent raisonnablement s'attendre à ce qu'on leur fournisse une traduction en leur langue des lois du pays qu'ils se trouvent habiter. Ni en Belgique, ni en France, ni en Angleterre, les lois nationales ne sont traduites à l'intention des résidents étrangers, et personne n'a jamais songé à s'en plaindre.

En ce qui touche le second point, celui qui se réfère à la langue étrangère destinée à être adoptée par les tribunaux, M. Neyt se rallie à l'amendement proposé par M. Schévitch, amendement qui, tout en accordant à la langue anglaise une prépondérance à laquelle elle a des droits incontestables, lui semble, à première vue, offrir des garanties suffisantes, pour la défense de leurs intérêts, à tous les étrangers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent et quelle que soit la langue qu'ils comprennent.

M. Sienkiewicz déclare que ses honorables collègues lui paraissent s'être rendus à la séance avec une opinion déjà arrêtée en ce qui concerne la question des langues—[assertion contre laquelle proteste M. Neyt]—, toute discussion ultérieure serait sans objet. Il ne serait peut-être pas difficile de démontrer que l'analogie qu'on a, à plusieurs reprises, voulu établir entre la situation où se trouvent actuellement les étrangers au Japon et celle qui leur est faite dans les pays d'Europe et d'Amérique, n'existe pas et ne saurait exister. Verrait-on jamais dans un pays d'Europe, en Belgique, par exemple, une Conférence analogue à celle qui siège ici en ce moment? Il est incontestable qu'en aucun pays d'Europe nul ne saurait prétendre à l'admission de sa langue nationale devant les tribunaux locaux sous la

of the Courts, could be regarded as practicable.

With regard to the first point, the Delegate of France was of opinion that it would be sufficient, strictly speaking, if these laws and Regulations were translated into English, French, and one other European language. But without wishing to lay stress on the practical difficulty which would result from the adoption of this proposition, the Delegate of Belgium thought that it was calculated to give rise to legitimate protests on the part of certain of his Colleagues, who would not fail to demand the same privilege for their national languages.

The Delegate of Belgium considered that the utility of translating these laws into several foreign languages would not be commensurate with the immense amount of labour involved. Foreigners could not reasonably expect to be furnished with translations of the laws of the country in which they happened to reside. Neither in Belgium, France, nor England were the laws of the country translated for the benefit of resident foreigners, and nobody had ever thought of complaining of this fact.

With regard to the second point, that which related to the foreign language to be adopted by the Courts, Mr. Neyt gave his adherence to the amendment proposed by Mr. Schévitch, which, while giving to the English language the preponderance which was incontestably its due, appeared to him, at the same time, to afford clearly to all foreigners, to whatsoever nationality they might belong, and whatever might be the language they understood, sufficient guarantees for the protection of their interests.

Mr. Sienkiewicz stated that his honorable Colleagues appeared to him to have come to the meeting with an opinion already formed on the question of languages,—[Mr. Neyt protested against this assertion]—, and that, therefore, all further discussion would be futile. It would perhaps not be difficult to show that the analogy which it had repeatedly been sought to establish between the situation in which foreigners found themselves now in Japan and their position in European and American countries did not, and could not exist. Was it possible to see in any European country, in Belgium for instance, a Conference similar to that which was sitting here at this moment? It was beyond dispute that no one in any country of Europe could lay claim to the

juridiction desquels il est venu se placer par le fait même de sa présence sur un territoire étranger; il est tout aussi incontestable que, dans dix-huit ans, quand le Japon aura conquis sa complète autonomie judiciaire, l'étranger devra accepter sans protester telle langue que les lois japonaises lui imposeront. Mais, à l'heure actuelle, les Puissances sont à la veille de renoncer à une situation privilégiée, et dans la discussion du contrat qui doit consacrer ce renoncement, il est juste que chacune d'elles puisse poser ses conditions.

On pourrait faire valoir aussi, en réponse à l'argument d'après lequel il ne faut au Japon qu'une seule langue judiciaire sous peine de voir s'écrouler tout l'échafaudage si laborieusement édifié, qu'il y a des pays où plusieurs langues officielles coexistent, qu'il y en a d'autres où plusieurs langues étrangères ont simultanément la qualité de langues judiciaires, mais qu'il n'en est aucun, que sache l'orateur, où une langue étrangère unique soit admise, à l'exclusion de toute autre, devant les tribunaux.

Mais toute discussion devant être superflue, il serait oiseux d'insister davantage.

M. Sienkiewicz ne saurait, toutefois, se dispenser de faire une simple remarque. Il a constaté que l'honorable Délégué de Russie n'avait pas plus tôt terminé la lecture de sa déclaration, que le Président s'est levé avec vivacité pour approuver l'amendement proposé par M. Schévitch. Il semble au Délégué de France qu'il aurait pu s'attendre à un peu plus d'impartialité, au moins dans la forme, et que le rôle du Représentant du pays avec lequel on négocie devrait être d'attendre que toutes les opinions individuelles se soient produites avant d'exprimer celle de son Gouvernement.

M. Sienkiewicz croit devoir ajouter, en terminant, qu'il n'a pas été peu surpris d'entendre le Président se prononcer en faveur d'un texte en langue unique. Il était resté, en effet, sous l'impression de certains entretiens au cours desquels le Comte Inouyé et un autre membre du Cabinet lui avaient déclaré, comme une chose allant de soi, que les Codes japonais seraient traduits en plusieurs langues étrangères par les

admission of his native language in the foreign Courts under the jurisdiction of which he had placed himself by the simple fact of his presence in foreign territory; and it was also incontestable that in eighteen years when Japan had won for herself complete jurisdictional autonomy, foreigners would be obliged to accept without protest such language as would be imposed on them by Japanese law. At the present moment, however, the Foreign Powers were on the eve of renouncing a privileged position, and, in the discussion of the agreement which must consecrate this renunciation, it was only just that each of them should be able to name its conditions.

One might also, in reply to the argument that there must be one judicial language only in Japan, or they must be content to see the whole scaffolding of treaty revision so laboriously erected fall to pieces, point out that there were countries where several official languages coexisted; that there were others in which several foreign languages had simultaneously the position of judicial languages, but that there was none, so far as he knew, where one single foreign language was admitted to the Courts, to the exclusion of all others.

All discussion, however, must be superfluous; it would be idle to insist further.

There was one remark, however, which Mr. Sienkiewicz felt he must make. He had noticed that the honorable Delegate of Russia had no sooner finished reading his declaration than the President rose abruptly to signify his approval of the amendment proposed by Mr. Schévitch. It appeared to the Delegate of France that he might have expected a little more impartiality, at least in form, and that the duty of the Representative of a country with which negotiations were being carried on was to wait until all individual opinions were pronounced before expressing that of his Government.

Mr. Sienkiewicz felt it incumbent upon him to add, in conclusion, that he had been considerably surprised to hear the President pronounce himself in favor of a text in one single language. He (Mr. Sienkiewicz) had remained, in fact, under another impression, which he had derived from certain conversations, in the course of which Count Inouyé and another member of the Cabinet had declared to him that, as a matter

soins du Gouvernement Japonais.

Le Président pense que la discussion de la question est suffisamment complète, et demande à la Conférence de vouloir bien se prononcer d'une manière formelle sur l'amendement du Délégué de Russie.

M. Sienkiewicz déclare qu'en ce qui le concerne, il est lui-même difficile de se prononcer dans un sens ou dans l'autre avant d'avoir pris connaissance du texte de la proposition d'une manière plus approfondie.

M. van der Pot exprime également le désir d'étudier la proposition avant de formuler son opinion. Toutefois, sur une interpellation du Président, il déclare accepter l'amendement en principe.

Les autres Délégués se déclarent en faveur de l'amendement.

Le Président prend acte du résultat du vote; puis il propose que la Conférence s'ajourne au lundi 15 Novembre, à 2 heures de l'après-midi.

Cette proposition est adoptée, et la séance est levée à 5 heures.

Signé :

SIENKIEWICZ.
R. DE MARTINO.
G. NEYT.
HOLLEBEN.
ZAPPE.
D. SCHÉVITCH.
J. DELAVAT.

Certifié conforme à l'original :

BARON DE SIEBOLD.
D. W. STEVENS.
TSUDZUKI KEIROKU.
JOHN H. GUBBINS.
P. DE LUCY-FOSSARIKU.

of course, the Japanese Government would see that the Codes were translated into several foreign languages.

The President thought that the question had been sufficiently discussed, and asked the Members of the Conference to be so good as to express their opinions formally on the Amendment of the Delegate of Russia.

Mr. Sienkiewicz stated that, so far as he was concerned, it was difficult for him to give his opinion either one way or the other without having acquainted himself more fully with the text of the proposition.

Mr. van der Pot also said that he wished to study the proposition before formulating his opinion. In reply, however, to an interpellation of the President, he stated that he accepted the amendment in principle.

The other Delegates declared themselves in favor of the amendment.

The President took note of the result of the vote. He then proposed that the Conference should adjourn until Monday, the 15th of November at 2 o'clock in the afternoon.

This proposition was accepted, and the meeting terminated at 5 o'clock.

Signed :

INOUE KAORU.
AOKI.
ZALUSKI.
F. R. PLUNKETT.
RICHARD B. HUBBARD.
J. J. VAN DER POT.
R. W. IRWIN.
J. LOUREIRO.

Certified to be a correct copy :